



**ESPACE PRODUCTION INTERNATIONAL - E.P.I.**  
**SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 5 295 764 €**  
**SIEGE SOCIAL : 1 rue de l'Europe - 67520 MARLENHEIM**  
**390 625 382 - RCS SAVERNE**

**Rapport financier semestriel**  
**Semestre clos le 30/06/2012**

(L 451-1-2 III du Code monétaire et financier  
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF )

Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30/06/2012 établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société [www.epi.fr](http://www.epi.fr)

**Sommaire**

- I. Attestation du responsable
- II. Rapport semestriel d'activité
- III. Comptes complets du semestre écoulé présenté sous forme consolidée
- IV. Rapport des commissaires aux comptes

## **I. Attestation du responsable**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 28/09/2012

Gérard VOIRIN

Président du Directoire

## II. Rapport semestriel d'activité

### 1. Les chiffres clés du semestre commentés

Chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre 2012

En €	1 <sup>er</sup> semestre 2011	1 <sup>er</sup> semestre 2012	variation	2 <sup>e</sup> trimestre 2011	2 <sup>e</sup> trimestre 2012	variation
Holding	22 163	154 063	ns	22 162	71 574	ns
Revêtement de sol	36 474 745	45 969 472	+26%	18 660 763	23 035 123	+23%
Pièces + meubles d'appoint	64 796 466	67 525 801	+4%	33 596 551	32 767 429	-2%
<b>Totaux</b>	<b>101 293 374</b>	<b>113 649 336</b>	<b>+12%</b>	<b>52 279 476</b>	<b>55 874 126</b>	<b>+7%</b>

Au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2012, l'augmentation du chiffre d'affaires du groupe (+ 7%) se compose d'une augmentation importante pour l'activité revêtement de sol (+ 23%) et d'une légère diminution de l'activité meuble (- 2%).

Pour l'activité revêtement de sol, c'est le marché national qui est à l'origine de cette évolution. Malheureusement, cette augmentation a principalement concerné les produits les moins rémunérateurs. Cette activité subit toujours des prix élevés pour ses achats de matières premières.

Pour l'activité meuble ce sont tous ses marchés qui ont connu un tassement. Cette évolution rend encore la concurrence plus agressive sur les prix et accroît les difficultés rencontrées pour les augmenter.

Le 2<sup>e</sup> semestre 2012 s'annonce mieux que celui de l'exercice passé. Néanmoins la politique du groupe vise à maintenir ses parts de marché qui sont très concurrencées. Le résultat opérationnel de l'exercice 2012 devrait être en amélioration par rapport à celui de 2011 mais restera néanmoins proche de zéro.

Les résultats du 1<sup>er</sup> semestre n'ont été publiés que fin septembre 2012. En effet la démission avec effet immédiat d'un commissaire aux comptes et de son suppléant ainsi que la mise en œuvre de la procédure pour la nomination des nouveaux ont conduit à devoir convoquer une AGE pour le 3/09/2012 et en conséquence, les comptes n'ont pu être révisés qu'en septembre 2012.

### 2. Description générale de la situation financière et des résultats de l'émetteur et de ses filiales pendant le semestre

#### 2.1. Principales activités

Le Groupe EPI produit et commercialise des revêtements de sol mélaminés (RDS) et des pièces ou des meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés. Il incorpore dans ses fabrications des meubles d'appoint sous-traités en Asie. Cette dernière activité est intégrée à la division meubles.

## Production et commercialisation de revêtement de sols stratifiés



### - Circuits de distribution :

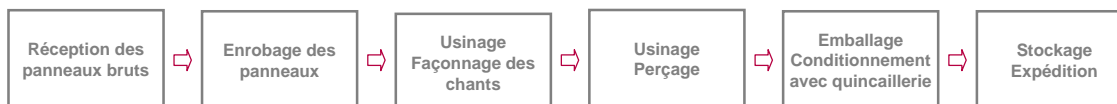
- Pour les gros volumes, les ventes sont majoritairement traitées par les équipes du siège de plus en plus renforcées par des commerciaux « terrain » ;
- Pour des volumes moindres, les ventes se font par l'intermédiaire d'agents et de commerciaux exclusifs.

## Production de meubles en kit

### Processus de production par mélamine



### Processus de production par enrobage



### - Circuits de distribution :

- Les chaînes de distribution spécialisées, équipement du foyer et meubles.
- Les GSB.
- Les négociants traditionnels de meubles.
- Les ventes à distance (spécialisés dans le domaine du bureau).

## Détail par société du Groupe

EPI FLOORING et EPI VOSTOK ont une activité de production et commercialisation de revêtements de sol stratifiés. SELFLOOR n'a plus d'activité, les matériels ont été vendus, les locaux sont très partiellement loués. EPI VOSTOK n'arrive toujours pas à atteindre son point d'équilibre. Le manque de matière première est le principal handicap. L'activité d'ALSAPAN est la production de meubles en kit. Sa filiale DGS gère les approvisionnements de meubles d'appoint ou de composants sous-traités en Asie.

## EPI FLOORING

EPI FLOORING fabrique et vend du revêtement de sol stratifié. EPI FLOORING est le seul fabricant français. Ces produits se démarquent du parquet par leur coût, leur facilité de pose ne nécessitant pas de colle, leur adaptation au marché mondial et leur grande diversité de décors obtenus par pressage d'une couche de papier imprimé et mélaminé.

EPI FLOORING met en œuvre 2 technologies : la mélamine et le finish foil. La technique de la mélamine est la plus ancienne. Celle du finish foil est réellement opérationnelle depuis l'exercice 2008 et répond aux besoins d'un segment à présent bien identifié.

## EPI VOSTOK

EPI VOSTOK produit du revêtement de sol en utilisant la technique du finish foil mais souffre d'un manque de matières premières. EPI Vostok revend aussi des produits importés de France.

### **SELFLOOR**

SELFLOOR n'a plus d'activité. Les locaux sont en vente et une petite partie est louée.

### **ALSAPAN**

Spécialiste de la production et commercialisation du meuble en kit, ALSAPAN est un acteur européen majeur de la fabrication de meubles à base de panneaux de particules mélaminés ou enrobés.

### **HAUTECOEUR Espagne et DGS**

Ces sociétés prennent en charge la sous-traitance et le négoce des meubles d'appoint sous-traités principalement d'Asie.

Tableau synthétique des sociétés du groupe avec leur activité :

ENTREPRISES DU GROUPE	SIEGES	ACTIVITES
EPI	Marlenheim (67)	Holding
EPI FLOORING	Marlenheim (67)	RDS
ALSAPAN	Dinsheim s/Bruche (67)	MEUBLES
EPI VOSTOK	Noginsk (proche Moscou Russie)	RDS
SELFLOOR	Marlenheim (67)	RDS
DGS	Hong – Kong	NEGOCE
HAUTECOEUR-PARIS ESPANA	Madrid (E)	NEGOCE
SCI LA CHAPELLE WENDELIN	Dinsheim s/Bruche (67)	Immobilier de placement
LOCOFI	Dinsheim s/Bruche (67)	Immobilier
SCI MERKEL	Dinsheim s/Bruche (67)	Immobilier

Voir notes annexes aux états financiers consolidés : chapitre III – Note 3

## 2.2. Principaux marchés

Description des marchés et de l'environnement concurrentiel

### **Le revêtement de sol (RDS)**

Le marché est mondial. Le revêtement mélaminé se différencie des autres revêtements de sol en ce qu'il est :

- environ moitié moins cher que le parquet en bois,
- plus décoratif, il permet d'utiliser les décors de différents matériaux et de différentes couleurs,
- facile à poser,
- et plus hygiénique que la moquette.

Les marchés européens et nord-américains sont à la fois concernés par l'installation dans les bâtiments neufs et la rénovation. En Asie et Europe de l'Est, le marché concerne presque exclusivement l'équipement de bâtiments neufs.

En valeur absolue (nombre de m<sup>2</sup> à poser), le volume du marché mondial qui avait retrouvé une croissance en 2010, après 3 années de régression, se maintient voire recule légèrement. Globalement, les producteurs regroupés dans l'EPLF ont annoncé un 2e trimestre 2012 en recul de 2,3%.

## Le meuble en kit

Le marché du meuble en kit à base de panneaux mélaminés ou de l'enrobage connaît aussi des évolutions erratiques. L'augmentation du chiffre d'affaires dans ce domaine est due à toutes les catégories de clientèle.

## La concurrence

Si la concurrence est mondiale, elle demeure principalement concentrée en Europe mais les producteurs asiatiques commencent à arriver sur le marché. Les principaux acteurs européens présents sur le marché du revêtement de sol mélaminé, demeurent les mêmes depuis plusieurs années. Ceux dont la capacité de production théorique est significative sont listés dans le tableau ci-dessous :

<u>Concurrents</u>	<u>Pays</u>
<a href="#">Groupe Kronospan/Kaindl</a>	<a href="#">Allemagne/Autriche / Angleterre/Luxembourg</a>
<a href="#">Pergo/ Pfleiderer (procédure en-cours en Allemagne – dépôt de bilan)</a>	<a href="#">Suède/Allemagne / USA</a>
<a href="#">Kronotex</a>	<a href="#">Allemagne / Suisse / Pologne</a>
<a href="#">Egger</a>	<a href="#">Autriche</a>
<a href="#">Unilin</a>	<a href="#">Belgique</a>
<a href="#">Groupe Berry</a>	<a href="#">Belgique</a>
<a href="#">Akzenta/Classen Gruppe</a>	<a href="#">Allemagne</a>
<a href="#">Yildiz Sunta MDF</a>	<a href="#">Turquie</a>
<a href="#">Yildiz Entegre</a>	<a href="#">Turquie</a>
<a href="#">Witex (après des difficultés financières revient de nouveau actif)</a>	<a href="#">Allemagne</a>
<a href="#">Laminate Park (iv SONAE TARKETT)</a>	<a href="#">Allemagne</a>

*Source : EPLF.*

### 2.3. Evènements ou situations susceptibles d'influencer les ventes

La fidélité, la qualité relationnelle et commerciale entretenues entre ALSAPAN et son principal client peut placer ALSAPAN dans une situation de dépendance au regard de la part de chiffre d'affaires réalisé avec celui-ci. Cette situation n'est cependant pas nouvelle.

Il en va de même avec EPI FLOORING qui appuie sa relation sur les mêmes facteurs avec son principal client.

En tout état de cause, et compte tenu de la structure des marchés et des réseaux de vente, essentiellement tenus par les distributeurs, notamment en France, la perte des principaux clients de chaque entité du groupe pourrait avoir d'importantes conséquences préjudiciables.

L'avenir d'EPI VOSTOK est lié au développement de ses ventes de produits « finish foil » et à l'accès à suffisamment de matières premières. La situation ne s'améliore pas et le groupe envisage les différentes alternatives lui permettant de réduire ce foyer de pertes.

### 2.4. Dépendance du groupe EPI à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou nouveaux procédés de fabrication

EPI FLOORING est titulaire d'une licence qui lui permet de bénéficier du droit de fabrication et commercialisation de produits de revêtements de sol utilisant certains brevets et procédés d'assemblage dits "sans-colle". EPI FLOORING a, à travers un de ses conseils, demandé à l'entreprise qui lui a accordé cette licence de lui confirmer la non utilisation d'un brevet. EPI FLOORING comme son donneur de licence ont saisi les tribunaux pour leur demander de trancher cette question. En attendant et depuis la facturation du 4<sup>e</sup> trimestre 2011 EPI

## GROUPE EPI

FLOORING a décidé d'attendre les résultats de ces procédures avant de payer des redevances. Rappelons que la redevance était fixe pour tout marché et tout volume vendu sans plafond ni seuil. Elle pouvait représenter plus de 5% du prix de vente EXW du produit. Les redevances étaient payées trimestriellement après déclaration des m<sup>2</sup> vendus. Ce donneur de licence a également des revendications pour le marché russe qui sont contestées par EPI FLOORING. Le montant des redevances dues n'est pas communicable pour des raisons d'obligation de confidentialité et pour des raisons évidentes de secret des affaires et de concurrence.

EPI FLOORING a obtenu une licence d'une autre entreprise pour pouvoir équiper le petit côté d'une partie de ses lames, d'un jonc qui facilite la pose. EPI FLOORING travaille au développement d'un nouveau système qui devrait présenter des avantages réels pour le client.

EPI avait déposé plusieurs brevets relatifs à des techniques et procédés de fabrication et d'assemblage de revêtements de sols, ces brevets ont été repris par EPI FLOORING. Les marques déposées EPI ont été cédées à EPI FLOORING. Elles concernent principalement les marchés: Europe et Amérique du Nord. Les différentes entités du groupe fabriquent aussi certains produits sous marques distributeurs en exclusivité pour leurs clients. EPI FLOORING possède aussi des savoir-faire et techniques non brevetables mais qui constituent une richesse pour l'entreprise. Ces savoir-faire sont protégés par le secret (clause de confidentialité avec les clients ou les salariés).

Historiquement le groupe EPI a toujours eu des clients qui représentent une part significative de son chiffre d'affaires. En fusionnant EUREMO et la partie meuble d'ALSAPAN, ce qui est devenu ALSAPAN, le groupe a, à la fois renforcé sa dépendance vis-à-vis du premier distributeur mondial de meubles en kit (les deux entités étaient des fournisseurs significatifs de ce client) mais a aussi créé une nouvelle relation avec ce client historique. Ce client a représenté 53 % du chiffre d'affaires de la branche et 32 % du chiffre d'affaires du groupe au premier semestre 2012.

Les performances reconnues en termes de services, ont permis d'hisser un des tous premiers distributeurs « DIY » nationaux (Do it yourself) au premier rang des clients d'EPI FLOORING. Ce groupe entraîne EPI FLOORING dans son sillage dans le cadre de ses implantations en Europe, facteur de croissance qui peut avoir une influence sensible sur l'activité. Ce client a représenté 56 % du chiffre d'affaires de la branche et 23 % du chiffre d'affaires du groupe au premier semestre 2012.

ALSAPAN et son principal client, comme EPI FLOORING et son principal client sont interdépendants et leurs relations s'inscrivent dans le cadre d'un véritable partenariat industriel. Sous réserve d'être performant en termes de délai, de prix, de qualité et de réactivité, ALSAPAN et EPI FLOORING seront alimentés en commandes. L'impact de l'évolution des prix des matières premières fait l'objet de négociations permanentes. Les investissements ont été ou sont réalisés sur la base de prévisions d'activité. Il est important de noter que le principal client d'ALSAPAN a toujours respecté scrupuleusement ses engagements depuis son entrée en relation (fin des années 1980). La fiabilité des systèmes de prévisions et la distribution des produits pour partie au niveau mondial sont des facteurs qui apportent une base solide pour organiser les approvisionnements, la production et optimiser les flux.

Au niveau du revêtement de sol, les produits sont plus standards et les clients peuvent remettre en cause à chaque nouvelle collection leur fournisseur.

De plus les atouts géographiques et industriels du groupe demeurent importants. Les clients du groupe ont besoin d'être livrés à date, dans les quantités et la qualité prévues. Le niveau de dépendance est réciproque au moins sur un horizon de plusieurs mois.

## 2.5. Soldes intermédiaires de EPI et des filiales

### **EPI SA:**

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2012, la société EPI a réalisé un chiffre d'affaires de 1.460 K€ (contre 6 K€ au premier semestre 2011).

Ses résultats ont été les suivants :

- Résultat d'exploitation	110.874 €
- Résultat financier	11.033 €
- Résultat exceptionnel	12.499 €
- Résultat après impôts	134.406 €

### **Société ALSAPAN:**

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2012, la société ALSAPAN a réalisé un chiffre d'affaires de 67.141 K€ (contre 64.397 K€ au premier semestre 2011).

- Résultat d'exploitation	- 1.958.719 €
---------------------------	---------------

### **Société SELFLOOR :**

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2012, la société SELFLOOR SAS a réalisé un chiffre d'affaires de 1 K€ (contre 32 K€ au premier semestre 2011).

- Résultat d'exploitation	11.080 €
---------------------------	----------

### **Société DGS :**

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2012 cette société, de droit hongkongais, a réalisé un chiffre d'affaires de 527 K€ (contre 824 K€ au premier semestre 2011).

- Résultat d'exploitation	- 1.819 €
---------------------------	-----------

(Les données comptables en \$ ont été converties en € au cours du 30/06/2012 pour les postes du bilan et au cours moyen pour le résultat).

### **Société EPI VOSTOK :**

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2012, cette société, de droit russe, a réalisé un chiffre d'affaires de 2.140 K€ (contre 3.450 K€ au premier semestre 2011).

- Résultat d'exploitation	- 589.873 €
---------------------------	-------------

(Les données comptables en RUB ont été converties en € au cours du 30/06/2012 pour les postes du bilan et au cours moyen pour le résultat).

### **Société EPI FLOORING :**

Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2012, la société EPI FLOORING SAS a réalisé un chiffre d'affaires de 44.898 K€ (contre 35.251 K€ au premier semestre 2011)

- Résultat d'exploitation	- 521.335 €
---------------------------	-------------

Aucune filiale ne détient d'actif économique stratégique, chacune maîtrise les techniques propres à son activité avec ses outils de production.



## 2.6. Rapport d'activité pour le premier semestre 2012

Le groupe EPI, est composé de trois activités :

- Fabrication et commercialisation de revêtement de sol stratifié (RDS)
- Fabrication et commercialisation de meuble en kit (Meuble)
- La fonction holding qui met à disposition des deux autres filiales, des locaux.

Description des facteurs clés extérieurs ayant une influence sensible sur l'activité :

Pour la branche d'activité revêtement de sol, rappelons que la Russie était considérée comme un pays potentiellement très intéressant. L'implantation de cette filiale a pris un certain retard lié à l'environnement général et à la non-disponibilité des matières premières. Ce dernier problème n'est toujours pas résolu de manière satisfaisante.

Le revêtement de sol stratifié est devenu un produit mature et les capacités de production mondiales sont nettement supérieures à la demande. De plus, la qualité et la valeur ajoutée qu'apportaient à leurs clients les industriels positionnés comme EPI FLOORING (en tant qu'acheteurs de panneaux et fabricants de revêtement de sol stratifié) ont été récupérées par ces mêmes fournisseurs de matières premières qui ont à présent des unités de production de revêtement de sol. Ces derniers bénéficient en plus, d'une économie de frais de transports, du fait de la suppression d'un intermédiaire dans la chaîne de distribution. Ceci est d'autant plus important à ce jour que les coûts de transport ont augmenté. On notera également que ces concurrents ont aussi généralement des gammes de produits complémentaires qui s'adressent aux mêmes clients (panneaux bruts ou mélaminés, OSB, ...) ce qui renforce encore leur avantage transport.

Une voie existe néanmoins pour les producteurs dynamiques, créatifs en mesure d'apporter un niveau de service adapté ce qui fait la force et les atouts d'EPI FLOORING.

### Résultats du groupe

Les résultats consolidés sont présentés selon le modèle IFRS et résumés dans le tableau suivant :

En K€	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Chiffre d'affaires	113.649	213.612	101.293
Résultat opérationnel courant	- 350	- 1.352	- 359
Résultat opérationnel	- 572	- 1.459	- 501
Coût de l'endettement financier net	65	150	- 90
Résultat net consolidé	- 497	1.943	- 112
Part du groupe	- 497	1.943	- 112
Intérêts minoritaires	0	0	0
Résultat global	- 496	1.851	- 32

La ventilation par secteurs opérationnels est la suivante :

<b>30/06/2012</b>	HOLDING	RDS	Meubles	Intercos	Total
Chiffre d'affaires	1.466	46.393	67.575	- 1.785	113.649
Résultat opérationnel courant	334	15	- 699	0	- 350
Résultat opérationnel	342	149	- 690	- 373	- 572
Résultat financier	277	- 388	- 196	373	66

Résultat consolidé	231	- 134	- 594	0	- 497
<b>31/12/2011</b>	<b>HOLDING</b>	<b>RDS</b>	<b>Meubles</b>	<b>Intercos</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires	3.516	79.745	136.095	- 5.744	213.612
Résultat opérationnel courant	23	- 1.286	- 720	631	- 1.352
Résultat opérationnel	165	232	-1.130	- 726	- 1.459
Résultat financier	737	- 946	- 442	726	75
Résultat consolidé	2.145	- 377	175	0	1.943
<b>30/06/2011</b>	<b>HOLDING</b>	<b>RDS</b>	<b>Meubles</b>	<b>Intercos</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires	828	37.655	64.987	- 2.177	101.293
Résultat opérationnel courant	- 258	- 162	61	0	- 359
Résultat opérationnel	- 266	504	- 373	- 366	- 501
Résultat financier	338	- 346	- 193	366	165
Résultat consolidé	- 48	132	- 196	0	- 112

Commentaires sur l'activité globale du groupe au cours du semestre écoulé

Tant pour le RDS que pour le meuble, l'activité a été à un niveau légèrement supérieur de celle de 2011. Mais les deux activités n'ont pu réellement retrouver des prix de vente globalement cohérents avec les prix des matières consommées que pour les 2 derniers mois de ce semestre.

Trésorerie et capitaux

Capitaux de l'émetteur

K€	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Dettes financières à long terme	8.821	18.217	29.068
Dettes financières à court terme	31.772	44.636	35.224
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 20.297	- 32.245	- 63.897
Valeurs Mobilières de Placement classées en Autres Actifs Financiers selon IAS7	- 20	- 20	- 131
<b>Endettement financier net</b>	<b>20.276</b>	<b>30.588</b>	<b>264</b>
Capitaux Propres	51.026	51.522	78.950
<b>Endettement financier net / Capitaux Propres</b>	<b>0,40</b>	<b>0,59</b>	<b>0,003</b>

Flux de trésorerie

K€	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Marge brute d'autofinancement	3.533	6.732	2.835
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	8.219	- 3.804	-2.000
Flux de Trésorerie généré par l'activité	11.752	2.928	835
Flux de Trésorerie lié aux investissements	- 1.446	- 3.423	- 2463
Flux de Trésorerie lié aux opérations de financement	- 22.260	- 30.380	2.418
Impact de la variation des taux de change	6	2	- 11
<b>Variation de trésorerie</b> (nette des variations de taux de change)	<b>- 11.948</b>	<b>- 30.873</b>	<b>779</b>

### Ressources humaines

Voir notes annexes aux états financiers consolidés – chapitre III note 29.

### Environnement

Les sites du groupe EPI respectent globalement les engagements prescrits.

Dépenses engagées au 1<sup>er</sup> semestre 2012 : le programme prévu est respecté

Indemnités versées suite à une décision judiciaire : aucune indemnité n'a été versée au cours du premier semestre 2012, en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement.

Pour pouvoir satisfaire aux exigences prescrites en matière de risque incendie, le groupe a dû envisager d'acheter 2 maisons pour résoudre le problème

### **3. Explication des opérations et évènements importants du semestre et de leur incidence sur la situation de l'émetteur et de ses filiales**

Au cours de ce premier semestre 2012 aucune opération ou évènement important du semestre pouvant avoir une incidence n'est à souligner en plus de ceux déjà connus et de celui décrit ci-dessus sous le § 2.4.

D'autre part il est patent que la situation économique mondiale impacte encore sur les débouchés commerciaux du groupe EPI. Il reste de la capacité de production inutilisée sur chaque site. L'outil industriel serait en mesure d'absorber en France au moins 25% de production supplémentaire sans nécessiter de nouveaux investissements. En Russie c'est plus de 50%.

### **4. Description des principaux risques**

Voir notes en annexe aux états financiers consolidés – chapitre III note 34.

### **5. Evolution prévisible**

#### **Etat actuel du marché**

Le marché du revêtement de sol a connu en France au 1<sup>er</sup> semestre une bonne évolution, il n'est pas attendu pour le 2<sup>nd</sup> semestre une évolution aussi favorable. Au niveau international le marché est toujours atone.

Le marché du meuble est fortement perturbé par de nombreuses situations critiques, en France comme dans tous les autres pays européens. La concurrence demeure très vive. La mise en place, en France, dès la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2013, de la taxe éco participation peut avoir un petit effet positif mais qui manquera début de l'année prochaine.

La stratégie du groupe a tenu compte de ces évolutions.

### **Tendances du marché pour les six prochains mois**

La tendance principale pouvant influencer est le maintien des cours des matières premières à un niveau élevé tant pour le revêtement de sol que pour les meubles en kit.

Le marché du revêtement de sol est un marché mature qui est contrôlé par les fabricants de panneaux. EPI FLOORING doit lutter sur toutes les niches et trouve à travers le choix de ses décors, des facteurs différenciants. La Russie est un marché compliqué et les risques sur le rouble et les taxes sont préoccupants.

Les marchés du meuble en kit sont aussi très perturbés. A priori Alsapan devrait pour les prochains mois retrouver un peu de marge de manœuvre.

### **6. Principales transactions entre parties liées**

Cf. Chapitre III Comptes complets du semestre note n°32

### III. Comptes complets du semestre écoulé présentés sous forme consolidée IFRS

#### ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS au 30 juin 20112

##### ETAT DE SITUATION FINANCIERE

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011	Réf. Note
<b>ACTIFS</b>				
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
Goodwill	4.519	4.519	4.519	Note 4 & 8
Immobilisations incorporelles	2.069	2.216	2.372	Note 4 & 8
Immobilisations corporelles	43.311	44.919	47.112	Note 5, 6 & 8
Immeubles de placement	238	238	238	Note 7
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	
Autres actifs financiers	348	348	442	Note 9
Impôts différés	343	317	620	Note 10
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>50.828</b>	<b>52.557</b>	<b>55.303</b>	
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
Stocks	28.146	27.648	30.779	Note 11
Clients	38.243	36.439	35.334	Note 12 & 23
Autres débiteurs	6.432	7.178	7.061	Note 13
Trésorerie & Equivalents trésorerie	20.297	32.245	63.897	Note 14
Actifs destinés à être cédés	0	480	505	
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>93.118</b>	<b>103.990</b>	<b>137.576</b>	
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>143.946</b>	<b>156.547</b>	<b>192.879</b>	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	51.525	49.581	79.062	Note 15
Résultat de l'exercice	- 497	1.943	- 112	
Intérêts minoritaires	- 2	- 2	0	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>51.026</b>	<b>51.522</b>	<b>78.950</b>	
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>				
Emprunts portant intérêts	8.821	18.217	29.068	Note 16
Provision pour pensions & avantages assimilés	2.467	2.086	1.747	Note 17
Autres provisions	2.296	2.321	2.346	Note 18
Impôts différés	5.255	5.276	7.717	Note 19
Autres dettes	0	0	0	
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>18.839</b>	<b>27.900</b>	<b>40.878</b>	
<b>PASSIFS COURANTS</b>				
Fournisseurs	16.328	11.185	12.586	Note 23
Part à court terme des emprunts portant intérêts	31.772	44.636	35.224	Note 16
Passif d'impôt exigible	71	0	6	
Autres créditeurs	21.496	16.915	21.204	Note 20
Autres provisions	4.414	4.389	4.031	Note 21
Autres passifs financiers	0	0	0	
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>74.081</b>	<b>77.125</b>	<b>73.051</b>	
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>	<b>143.946</b>	<b>156.547</b>	<b>192.879</b>	

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

	30/06/2012		31/12/2011		30/06/2011		Réf. Note
Chiffre d'affaires	113.649		213.612		101.293		
Autres produits de l'activité	82		349		250		
<b>Total produits</b>	<b>113.731</b>	<b>100,00%</b>	<b>213.961</b>	<b>100,00%</b>	<b>101.543</b>	<b>100,00%</b>	
Achats consommés	74.741		145.052		69.640		
Charges du personnel	15.943		28.929		13.914		Note 29
Charges externes	15.926		31.292		15.421		
Impôts et taxes	1.346		1.792		858		
Dotations aux amortissements	3.424		7.322		3.671		
Variation de stocks produits finis & en cours de production	703		- 1.109		- 2.619		
Autres charges d'exploitation	1.998		2.035		1.017		
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>- 350</b>	<b>- 0,31%</b>	<b>- 1.352</b>	<b>- 0,63%</b>	<b>- 359</b>	<b>- 0,35%</b>	
Autres produits opérationnels	254		1.726		407		Note 25
Autres charges opérationnelles	476		1.833		549		Note 25
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>- 572</b>	<b>- 0,50%</b>	<b>- 1.459</b>	<b>- 0,68%</b>	<b>- 501</b>	<b>- 0,49%</b>	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	560		1.180		722		Note 26
Coût de l'endettement financier brut	625		1.330		632		Note 26
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>65</b>	<b>0,06%</b>	<b>150</b>	<b>0,07%</b>	<b>- 90</b>	<b>- 0,09%</b>	
Autres produits financiers	133		788		307		Note 27
Autres charges financières	2		563		232		Note 27
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0		0		0		
Charge d'impôts	- 9		- 3.327		- 224		Note 28
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>- 497</b>	<b>- 0,44%</b>	<b>1.943</b>	<b>0,91%</b>	<b>- 112</b>	<b>- 0,11%</b>	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0		0		0		
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>- 497</b>	<b>- 0,44%</b>	<b>1.943</b>	<b>0,91%</b>	<b>- 112</b>	<b>- 0,11%</b>	
<b>Autres éléments du résultat global</b>							
Ecart de conversion	- 25		104		- 35		Note 2.2
Ecart de change sur investissement net en Russie	26		- 196		115		Note 2.3.6
Charge d'impôt sur les autres éléments du résultat global	0		0		0		
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>1</b>		<b>- 92</b>		<b>80</b>		
<b>Résultat global</b>	<b>- 496</b>		<b>1.851</b>	<b>0,87%</b>	<b>- 32</b>		
<b>Résultat net consolidé attribuable :</b>	<b>- 497</b>		<b>1.943</b>		<b>- 112</b>		
Aux propriétaires de la société mère	- 497		1.943		- 112		
Aux intérêts minoritaires	0		0		0		
<b>Résultat de base par action €</b>	<b>- 0,19</b>		<b>0,73</b>		<b>- 0,03</b>		Note 24
<b>Résultat dilué par action €</b>	<b>- 0,19</b>		<b>0,73</b>		<b>- 0,02</b>		Note 24
<b>Résultat global attribuable :</b>	<b>- 496</b>		<b>1.851</b>		<b>- 32</b>		
Aux propriétaires de la société mère	- 496		1.851		- 32		
Aux intérêts minoritaires	0		0				

## ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Renvoi	Capital	Primes	Réserves et résultats groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part de groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres IFRS au 31/12/2010</b>	<b>6.499</b>	<b>12.080</b>	<b>62.756</b>	<b>- 307</b>	<b>81.028</b>	<b>0</b>	<b>81.028</b>
Résultat net consolidé (1)			- 112		- 112	0	- 112
Ecarts de conversion Note 2.2				- 35	- 35	0	- 35
Ecarts de change sur investissement net en Russie Note 2.3.6				115	115	0	115
Sous total des autres éléments du résultat global (2)			0	80	80	0	80
Résultat global (1)+(2)			- 112	80	- 32	0	- 32
Variation de périmètre			0		0	0	0
Dividendes			0		0	0	0
BSAAR rachetés aux manager			- 2.046		- 2.046		- 2.046
<b>Capitaux propres IFRS au 30/06/2011</b>	<b>6.499</b>	<b>12.080</b>	<b>60.598</b>	<b>- 227</b>	<b>78.950</b>	<b>0</b>	<b>78.950</b>

Renvoi	Capital	Primes	Réserves et résultats groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part de groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres IFRS au 31/12/2010</b>	<b>6.499</b>	<b>12.080</b>	<b>62.756</b>	<b>- 307</b>	<b>81.028</b>	<b>0</b>	<b>81.028</b>
Résultat net consolidé (1)			1.943		1.943	0	1.943
Ecarts de conversion Note 2.2				104	104	0	104
Ecarts de change sur investissement net en Russie Note 2.3.6				- 196	- 196	0	- 196
Sous total des autres éléments du résultat global (2)			0	- 92	- 92	0	- 92
Résultat global (1)+(2)			1.943	- 92	1.851	0	1.851
Variation de périmètre			2		2	- 2	0
Dividendes			0		0	0	0
Rachat d'actions propres & annulation	- 1.203		- 11.430		- 12.633		- 12.633
Rachat des BSAAR & annulation			- 18.724		- 18.724		- 18.724
<b>Capitaux propres IFRS au 31/12/2011</b>	<b>5.296</b>	<b>12.080</b>	<b>34.547</b>	<b>- 399</b>	<b>51.524</b>	<b>- 2</b>	<b>51.522</b>
Résultat net consolidé (1)			- 497		- 497	0	- 497
Ecarts de conversion Note 2.2				- 25	- 25	0	- 25
Ecarts de change sur investissement net en Russie Note 2.3.6				26	26	0	26
Sous total des autres éléments du résultat global (2)	0	0	0	1	1	0	1
Résultat global (1)+(2)	0	0	- 497	1	- 496	0	- 496
Variation de périmètre			0		0		0
Dividendes			0		0		0
<b>Capitaux propres IFRS au 30/06/2012</b>	<b>5.296</b>	<b>12.080</b>	<b>34.050</b>	<b>- 398</b>	<b>51.028</b>	<b>- 2</b>	<b>51.026</b>

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>			
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>- 497</b>	<b>1.943</b>	<b>- 112</b>
Amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs circulants)	4.074	6.555	2.720
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	- 44	- 1.766	227
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>3.533</b>	<b>6.732</b>	<b>2.835</b>
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
Stocks (Note 11)	- 497	- 2.580	- 5.711
Créances clients (Notes 12 & 20)	- 1.578	- 1.710	- 475
Fournisseurs et comptes rattachés	5.271	1.435	2.928
Impôt sur le résultat payé	278	1.469	1.457
Autres variations du BFR	4.745	- 2.418	- 199
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>11.752</b>	<b>2.928</b>	<b>835</b>
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>			
Acquisition d'immobilisations corporelles (Notes 4 & 5)	- 1.464	- 4.504	- 2.653
Produit de cession d'immobilisations corporelles	43	1.024	203
Acquisition d'immobilisations financières (Note 9)	- 25	0	- 21
Cession d'immobilisations financières (Note 9)	0	57	8
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>- 1.446</b>	<b>- 3.423</b>	<b>- 2.463</b>
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>			
Rachat d'actions propres	0	- 12.633	0
Rachat des BSAAR	0	- 17.375	0
Nouveaux emprunts	0	11.000	11.000
Remboursements d'emprunts et dettes financières diverses (Note 16)	- 19.958	- 11.312	- 9.939
Variation des lignes de crédit (Note 16)	- 2.302	- 60	1.357
Dividendes versés aux actionnaires	0	0	0
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>- 22.260</b>	<b>- 30.380</b>	<b>2.418</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>- 11.954</b>	<b>- 30.875</b>	<b>790</b>
<b>Impact des variations des taux de change</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>- 11</b>
<b>Trésorerie active à l'ouverture</b> (Note 14)	<b>32.245</b>	<b>63.118</b>	<b>63.118</b>
Impact du changement de périmètre sur la variation de trésorerie	0	0	0
Reclassement Actifs non-courants de trésorerie en trésorerie	0	0	0
<b>Trésorerie active à la clôture</b> (Note 14)	<b>20.297</b>	<b>32.245</b>	<b>63.897</b>



## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers du Groupe Epi sont préparés en application des normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Note 1	_ Généralités	page	18
Note 2	_ Référentiel comptable	page	18
Note 3	_ Périmètre de consolidation	page	20
Note 4	_ Immobilisations incorporelles	page	22
Note 5	_ Immobilisations corporelles	page	22
Note 6	_ Contrats de location financement	page	23
Note 7	_ Immeuble de placement	page	24
Note 8	_ Tests de valeur des actifs	page	24
Note 9	_ Autres actifs financiers	page	26
Note 10	_ Actifs d'impôts différés	page	27
Note 11	_ Stocks	page	27
Note 12	_ Créances Clients	page	28
Note 13	_ Autres débiteurs	page	28
Note 14	_ Trésorerie et équivalents de trésorerie	page	28
Note 15	_ Capitaux propres	page	29
Note 16	_ Emprunts	page	31
Note 17	_ Provisions pour pensions et avantages assimilés	page	32
Note 18	_ Autres provisions non courantes	page	33
Note 19	_ Passifs d'impôts différés	page	33
Note 20	_ Autres créditeurs	page	33
Note 21	_ Autres provisions courantes	page	34
Note 22	_ Créances & dettes libellées en devises étrangères	page	34
Note 23	_ Actifs et passifs financiers impayés	page	34
Note 24	_ Résultat par action	page	35
Note 25	_ Autres produits et charges opérationnels	page	35
Note 26	_ Coût de l'endettement financier net	page	35
Note 27	_ Autres produits et charges financiers	page	36
Note 28	_ Charges d'impôt	page	36
Note 29	_ Informations sociales	page	37
Note 30	_ Instruments financiers et produits dérivés	page	38
Note 31	_ Engagements hors bilan	page	38
Note 32	_ Transactions avec les parties liées	page	40
Note 33	_ Secteurs opérationnels	page	42
Note 34	_ Analyse des risques	page	48
Note 35	_ Ventilation des instruments financiers	page	53
Note 36	_ Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	page	55

## GROUPE EPI

### Note 1 – Généralités & déclaration de conformité

Epi SA a été créée le 19 mars 1993. Elle a la forme de société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance. Son siège social est situé 1, rue de l'Europe à Marlenheim (67520).

Le Groupe EPI produit et commercialise des revêtements de sol mélaminés (RDS) et des pièces ou des meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2012 établis en milliers d'euros reflètent la situation comptable d'Epi SA et de ses filiales. Ils ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne, et ont été arrêtés par le Directoire le 24/09/2012.

### Note 2 – Référentiel comptable

Pour la première application des IFRS, les options suivantes ont été retenues conformément à la norme IFRS 1 :

EXEMPTIONS	Appliquée	Non appliquée	N.A.
Regroupement d'entreprise	OUI		
Juste valeur utilisée comme coût présumé			X
Avantage au personnel			X
Ecarts cumulés de change	OUI		
Instruments financiers composés			X
Décalages dans l'application des IFRS entre sociétés du Groupe			X
Classification des instruments financiers	OUI		
Païement en actions			X
Contrats d'assurance			X
Coûts de démantèlement			X

Il est à noter qu'il n'y a pas d'éléments qui s'opposent au principe de continuité de l'exploitation, en cette période de crise à la fois financière et économique.

#### 2.1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers sont présentés en K€ sauf indications contraires. Ils sont préparés sur la base du coût historique ou à la juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Dans le respect d'IAS1R, les dotations aux provisions sont ventilées depuis 2010 selon la nature des charges, supprimant ainsi la ligne 'Dotation aux provisions' du compte de résultat

#### 2.2. Principes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des filiales, EPI FLOORING, SELFLOOR, ALSAPAN, HAUTECOEUR Paris Espana, DGS, EPI VOSTOK, LOCOFI et les SCI LA CHAPELLE WENDELIN et MERKEL.

Les comptes d'actifs et passifs de la société étrangère DGS, dont la comptabilité est tenue en US\$, ont été convertis selon la méthode du cours de clôture, soit 1,2590 au 30/06/2012. Pour la société EPI VOSTOK qui est tenue en RUB, le cours de clôture au 30/06/2012 est de 41,3700.

Dans le respect d'IAS 21.40, le compte de résultat de DGS a été converti selon un cours moyen de 1,30303 et celui d'EPI VOSTOK à un cours de 39,93907. Les cours de change n'ont pas trop varié et la variation est non significative au regard de l'ensemble des comptes du Groupe. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

## GROUPE EPI

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées de même que les résultats internes au Groupe (plus values, dividendes etc ...).

Les Goodwill sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et l'évaluation totale des actifs, des passifs identifiés, et des passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition.

Conformément à l'IFRS3, ils ne sont plus amortis depuis le 01/01/2004.

### 2.3. Méthodes et règles d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts dans l'hypothèse du principe de continuité d'exploitation.

Les comptes semestriels des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenus pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

L'établissement des comptes consolidés implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif. Ces estimations sont établies, sur la base d'une continuité d'exploitation, en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou si de nouvelles informations venaient modifier ou compléter celles-ci. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations effectuées par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent sur :

- Les hypothèses retenues pour l'évaluation de certaines provisions : Provisions pour litiges (cf. Notes 18 & 21), et départ en retraite (cf. Note 17).
- Les hypothèses retenues pour la constatation des impôts différés, (cf. Notes 10 & 19).
- L'appréciation des durées d'utilisation de certaines immobilisations corporelles (cf. Note 5).
- Les hypothèses et estimations utilisées pour la mise en œuvre des tests de dépréciation annuels sur les goodwill et autres actifs incorporels (cf. Note 8).
- L'estimation de la juste valeur des contrats d'échange de taux (cf. Note 31).

La nature et le montant de ces estimations sont présentés dans les notes détaillées des rubriques comptables correspondantes.

#### 2.3.1 Retraitement des contrats de location-financement

Les biens immobiliers et mobiliers dont le Groupe supporte les risques et bénéficie des avantages par contrat de crédit-bail ou location financière sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par un organisme de crédit-bail ou de location financière en contrepartie d'un « emprunt » inscrit au passif. Ces immobilisations sont amorties selon leur durée réelle d'utilisation. Les annuités de crédit-bail ou location financière sont éliminées et remplacées :

- par une dotation normale aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées.
- par une charge financière relative à l'emprunt issu du retraitement des opérations de crédit-bail et de location financière.

#### 2.3.2 Actifs immobilisés

Conformément à la norme IAS16, "Immobilisations corporelles" et à la norme IAS38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS36, "Dépréciation d'actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est définie, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Se reporter à la Note 8 'tests de valeur des actifs'.

Pour les goodwill dont la durée de vie n'est pas définie, le même test de dépréciation est réalisé chaque année. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée) ; pour les goodwill, la dépréciation constatée est irréversible.

La valeur des goodwill déterminée en normes françaises n'a pas été modifiée en IFRS s'agissant exclusivement de goodwill apparus à l'occasion d'opérations antérieures à la date de transition. En effet, conformément à l'exemption prévue par IFRS1 sur la norme

## GROUPE EPI

IFRS3 relative au retraitement rétrospectif des regroupements d'entreprises, les valeurs attribuées en principes français aux actifs et passifs des sociétés acquises n'ont pas été remises en cause.

Les immobilisations représentatives de fonds de commerce en normes françaises ne répondant plus à la définition d'une immobilisation incorporelle, sont maintenant assimilées aux goodwill. Les normes IFRS imposent de ne plus amortir les goodwill.

Avant le 1er janvier 2004, ils étaient amortis linéairement sur une durée de 5 ou 10 ans selon les segments.

Comme indiqué ci-dessus, des tests de dépréciation sont mis en place, conformément à IAS36, au minimum une fois par an (généralement en fin d'année) au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté lors de l'acquisition.

La méthodologie est explicitée dans la Note 8 'tests de valeur des actifs'.

Pour les autres immobilisations incorporelles et corporelles, se reporter aux Notes 4 et 5.

### 2.3.3. Impôts différés :

L'impôt différé est comptabilisé en résultat sur les bases des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont évalués au taux d'imposition dont l'application est attendue. En outre, le montant de cet impôt est, le cas échéant, influencé par la variation de la créance ou de la dette que provoque le changement du taux d'impôt sur les sociétés d'une année sur l'autre (méthode du report variable).

### 2.3.4 Nouvelles normes et interprétations :

- Les normes et interprétations obligatoires au 30/06/2012 dont l'application est sans effets dans les comptes du Groupe sont : Amendement IFRS7 – Instruments financiers : Informations à fournir concernant les transferts d'actifs financiers.

- les normes et interprétations dont l'application est possible mais pas obligatoire, ne sont pas appliquées par le Groupe. Au 30/06/2012, il s'agit des amendements de : IFRS1 (hyperinflation sévère) ; IAS1 (présentation des autres éléments du résultat global) ; IAS19 (Avantages au personnel) ; IFRS1 (Subventions publiques) et IFRS7 (compensation des actifs et passifs financiers).

- Enfin, les effets des améliorations annuelles apportées aux normes applicables pour la première fois au 01/01/2012 sont pris en compte et n'ont pas d'impact significatif sur les comptes de l'exercice écoulé.

### 2.3.5 Changements de méthodes comptables :

Aucun changement de méthodes comptables n'est intervenu en 2011 et 2012, à l'exception de l'application des nouvelles normes.

### 2.3.6 Investissement net à long terme en Russie :

La maison mère du Groupe a financé sous forme de prêts à long terme en \$ et en €, l'implantation de sa filiale détenue à 100% en Russie. Dans la mesure où le remboursement de la dette n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, l'IAS21.15 relative aux effets des variations des cours des monnaies étrangères est applicable. Nous avons ainsi retraité dans les autres éléments du résultat global la part des écarts de changes afférant à l'investissement à long terme, soit + 196 K€ en 2011 et - 26 K€ au titre de 2012.

### 2.3.7 C.E.T.

La taxe professionnelle a été remplacée au 01/01/2010, par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui se décompose en :

- Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières.
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le Groupe a conclu que ce changement fiscal consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. En effet la CET est calculée sur des bases qui ne répondent pas à la définition d'un résultat imposable au sens de l'IAS12. Ainsi, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions sont donc classées en charges opérationnelles, comme l'était la taxe professionnelle.

## **Note 3 - Périmètre de consolidation**

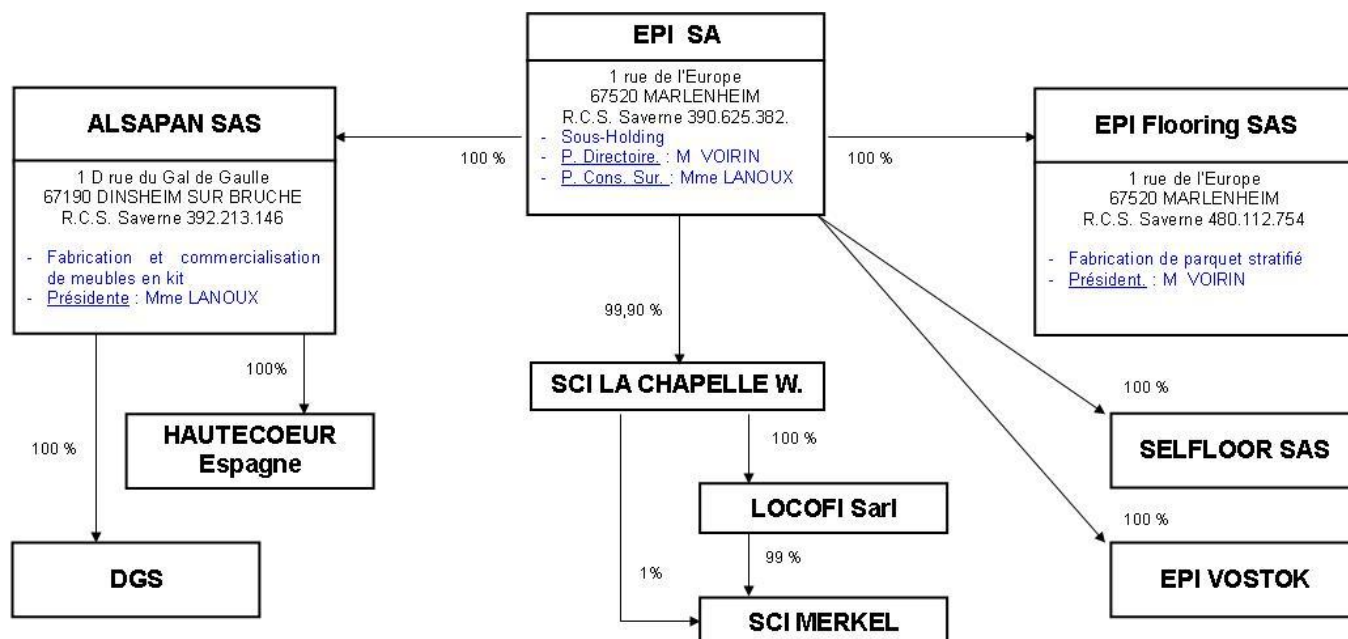
Les filiales et participations placées sous le contrôle direct ou indirect de la société mère ou sur lesquelles cette dernière exerce une influence notable sont retenues dans le périmètre de consolidation.

## GROUPE EPI

Aucune variation notable de périmètre n'est intervenue en 2012. Le tableau ci-dessous retrace les informations sur le périmètre de consolidation et les méthodes d'intégration :

Entreprise détenue	Siège	N° SIREN	Intérêt groupe	Contrôle (%)	Méthode de Consolidation
EPI SA	Marlenheim (67)	390 625 382	100,00 %	100,00 %	IG
EPI FLOORING	Marlenheim (67)	480 112 754	100,00%	100,00%	IG
ALSAPAN	Dinsheim s/Bruche (67)	392 213 146	100,00 %	100,00 %	IG
SELFLOOR	Marlenheim (67)	443 600 754	100,00 %	100,00 %	IG
DGS	Hong - Kong		100,00 %	100,00 %	IG
HAUTECOEUR Paris-Espana	Madrid (E)		100,00 %	100,00 %	IG
LOCOFI	Dinsheim s/Bruche (67)	479 851 388	99,90 %	100,00 %	IG
EPI VOSTOK	Noginsk (Russie)		100,00 %	100,00 %	IG
SCI LA CHAPELLE					
WENDELIN	Dinsheim s/Bruche (67)	491 975 918	99,90 %	100,00 %	IG
SCI MERKEL	Dinsheim s/Bruche(67)	378 743 140	99,90 %	100,00 %	IG

### 3.1. Organigramme du Groupe



**Note 4 - Immobilisations incorporelles**

4.1. Goodwill

Au 30/06/2012, le montant net figurant à l'actif du bilan s'élève à 4.519 K€

	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
ALSAPAN	4.431	0	4.431	4.431	0	4.431	4.431	0	4.431
SCI MERKEL	88	0	88	88	0	88	88	0	88
	<b>4.519</b>	<b>0</b>	<b>4.519</b>	<b>4.519</b>	<b>0</b>	<b>4.519</b>	<b>4.519</b>	<b>0</b>	<b>4.519</b>

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2011. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2011. En l'absence d'indices de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire d'effectuer de nouveaux tests au 30/06/2012.

4.2. Autres immobilisations incorporelles

Elles sont principalement composées de logiciels qui sont amortis selon leur durée d'utilité estimée à 10 ans, de brevets dont la durée d'utilité est de 5 ans et de droits de marques non amortissables à partir de 2005.

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2011. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2011. En l'absence d'indices de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire d'effectuer de nouveaux tests au 30/06/2012.

	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Brut	Amortissements & dépréciations	Net
Concessions, brevets, licences	4.048	2.313	1.735	4.043	2.161	1.882	4.155	2.118	2.037
Autres	441	107	334	441	107	334	441	106	335
<b>TOTAL</b>	<b>4.489</b>	<b>2.420</b>	<b>2.069</b>	<b>4.484</b>	<b>2.268</b>	<b>2.216</b>	<b>4.596</b>	<b>2.224</b>	<b>2.372</b>

Les mouvements relatifs à la variation des valeurs brutes de l'exercice sont les suivants :

	30/06/2012		31/12/2011		30/06/2011	
	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions
Concessions, brevets, licences	5	0	176	289	48	49
Autres	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>176</b>	<b>289</b>	<b>48</b>	<b>49</b>

**Note 5 - Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition, augmenté de frais accessoires, pour un montant de 101.622 K€. Conformément à la réglementation comptable, les escomptes sont déduits directement de la valeur brute des immobilisations.

Les amortissements figurent au bilan pour un montant de 58.311 K€. Ils sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité des biens.

POSTES	DUREE	MODE
Agencement terrains	25 ans	Linéaire
Constructions	10 à 45 ans	Linéaire
A.A.I des constructions	10 à 30 ans	Linéaire
Agencement aménagement divers	10 à 15 ans	Linéaire
Installations techniques	10 à 20ans	Linéaire
Matériel de transport	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 à 15 ans	Linéaire
Mobilier	15 ans	Linéaire

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2011. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2011, autre que celle constatée sur EPI VOSTOK pour 1.302 K€ (cf. Note 8). En l'absence d'indices de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire d'effectuer de nouveaux tests au 30/06/2012.

	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Brut	Amortissements & dépréciations	Net
Terrains	3.092	278	2.814	3.042	225	2.817	3.687	295	3.392
Constructions	34.193	16.714	17.479	33.523	15.196	18.327	33.026	14.412	18.614
Installations techniques	59.272	39.816	19.456	58.629	37.838	20.791	57.828	35.789	22.039
Autres	3.808	1.431	2.377	3.540	1.327	2.213	3.448	1.309	2.139
En cours	1.257	72	1.185	851	80	771	1.157	229	928
<b>TOTAL</b>	<b>101.622</b>	<b>58.311</b>	<b>43.311</b>	<b>99.585</b>	<b>54.666</b>	<b>44.919</b>	<b>99.146</b>	<b>52.034</b>	<b>47.112</b>

Les mouvements relatifs à la variation des valeurs brutes de l'exercice sont les suivants :

	30/06/2012		31/12/2011		30/06/2011	
	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions
Terrains	50	0	0	645	0	0
Constructions	670	0	688	459	22	290
Installations techniques	778	135	3.312	985	2.353	827
Autres	305	37	577	600	224	339
En cours	1.032	626	922	1.225	494	491
<b>TOTAL</b>	<b>2.835</b>	<b>798</b>	<b>5.499</b>	<b>3.914</b>	<b>3.093</b>	<b>1.947</b>

L'augmentation de la valeur brute est principalement due à la société Selfloor. En effet, suite à l'annulation de la promesse de vente, les « actifs destinés à être cédés » ont été reclassés en terrain pour 50 K€ et construction pour 650 K€. Les actifs ont fait l'objet d'une dépréciation en totalité au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012 pour un montant de 455 K€.

### Note 6 - Contrats de location financement

Conformément à l'IAS17, les montants des biens inscrits dans les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement se décompose comme suit :

GRUPE EPI

	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Brut	Amortis- sement	Net	Brut	Amortis- sement	Net	Brut	Amortis- sement	Net
Terrains & constructions	19.767	8.843	10.924	19.767	8.379	11.388	19.767	7.893	11.874
Installations techniques	13.959	11.467	2.492	13.959	11.070	2.889	13.959	10.553	3.406
<b>TOTAL</b>	<b>33.726</b>	<b>20.310</b>	<b>13.416</b>	<b>33.726</b>	<b>19.449</b>	<b>14.277</b>	<b>33.726</b>	<b>18.446</b>	<b>15.280</b>

Le total des loyers restant dus, leur valeur actualisée ainsi que leur échéancier se décomposent comme suit :

Total loyers	30/06/2012		Au 31/12/2011		Au 30/06/2011	
	Loyers dus	Loyers Actualisés	Loyers dus	Loyers Actualisés	Loyers dus	Loyers Actualisés
Terrains & constructions	6.240	5.867	7.002	6.506	7.835	7.116
Installations techniques	2.588	2.467	3.002	2.831	3.522	3.275
<b>TOTAL</b>	<b>8.828</b>	<b>8.334</b>	<b>10.004</b>	<b>9.337</b>	<b>11.357</b>	<b>10.391</b>

Echéancier loyers dus	Loyers dus au 30/06/2012			Loyers dus au 31/12/2011			Loyers dus au 30/06/2011		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains & constructions	1.523	4.495	222	1.523	5.084	395	1.570	5.697	568
Installations techniques	785	1.803	0	807	2.195	0	934	2.588	0
<b>TOTAL</b>	<b>2.308</b>	<b>6.298</b>	<b>222</b>	<b>2.330</b>	<b>7.279</b>	<b>395</b>	<b>2.504</b>	<b>8.285</b>	<b>568</b>

Echéancier loyers actualisés	Loyers actualisés au 30/06/2012			Loyers actualisés au 31/12/2011			Loyers actualisés au 30/06/2011		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains & constructions	1.505	4.173	189	1.504	4.672	330	1.533	5.124	459
Installations techniques	776	1.691	0	797	2.034	0	921	2.354	0
<b>TOTAL</b>	<b>2.281</b>	<b>5.864</b>	<b>189</b>	<b>2.301</b>	<b>6.706</b>	<b>330</b>	<b>2.454</b>	<b>7.478</b>	<b>459</b>

Le taux d'actualisation des loyers est de 3,15%, (TMO, taux moyen des obligations au premier semestre 2012) ; il était de 3,36% au 31/12/2011.

### **Note 7 – Immeuble de placement**

La SCI La Chapelle Wendelin a acquis une maison d'habitation pour un montant de 238 K€. Sa vocation est de louer cet immeuble à un tiers. Conformément à l'IAS40, ce bien, classé en immeuble de placement, n'est pas amorti, et est évalué à la juste valeur par résultat.

### **Note 8 – Tests de valeur des actifs**

#### **8.1 Goodwill**

Lors de l'acquisition de titres de sociétés, le coût d'acquisition des titres est affecté aux actifs, aux passifs acquis et aux passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, évalués à leur juste valeur. L'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs, et des passifs éventuels identifiables représente le goodwill. Il est inscrit à l'actif du bilan consolidé. Si cet écart est négatif, il est inscrit immédiatement en résultat.



## GROUPE EPI

Les goodwill sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur, conformément à IFRS3 et IAS36, « Dépréciation d'actifs ».

Les goodwill ne sont pas amortis, ils font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements ou des circonstances indiquent qu'ils ont pu se déprécier de manière durable.

### 8.2 Suivi de la valeur des immobilisations

La valeur d'utilité est déterminée selon la méthode des flux financiers futurs attendus et actualisés de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ou du regroupement d'UGT à laquelle se rattache l'immobilisation testée. Les flux de trésorerie prévisionnels sont fondés sur des prévisions d'exploitation raisonnablement envisageables. Ils sont estimés dans le cadre de la continuité de l'activité. Le Business Plan est établi et entériné par le directoire sur une période de cinq ans. La valeur terminale est basée sur l'extrapolation d'un exercice normatif. Le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital tenant compte d'un flux financier après impôt. Le taux d'actualisation de la valeur terminale tient également compte du taux de croissance normatif de l'UGT, qui est compris entre 2% (EPI FLOORING & EPI HOLDING) et 3% (ALSAPAN).

Pour le coût du capital, le taux sans risque est de 3,162% (TEC10), le coefficient Bêta de 1,14 (selon l'expert en évaluation) et le risque marché de 14% (selon l'expert en évaluation). Le coût du capital ressort à 15,52%. Pour le coût de la dette, le taux brut constaté dans le groupe est de 2,54% soit 1,69% après impôts. La structure de financement retenue dans le modèle est celle des comptes du groupe soit 45% capitaux propres et 55% endettement. Le WACC ressort à 7,92%. Il est retenu pour l'ensemble des UGT. Les marchés étant matures et relativement stables, il n'y a pas à prendre en compte de majoration du taux d'actualisation pour le calcul de la valeur terminale, partant du principe que le risque lié à la conjoncture économique est déjà pris en compte dans les taux retenus.

La valeur de marché des actifs immobiliers et matériels industriels, a été déterminée par un expert qui a effectué ses évaluations en se rendant sur les sites au cours du quatrième trimestre 2008. L'évaluation a été faite selon la méthode du 'CRNA' : coût de remplacement net d'amortissements. En l'absence d'indices de perte de valeur, ces valeurs ont été reconduites en 2012.

Les UGT correspondent à des regroupements d'actifs générant des flux de trésorerie indépendant des flux générés par les autres UGT. Les UGT définies dans le Groupe sont les suivantes:

Pour l'activité « Revêtement de sol » :

- EPI FLOORING,
- EPI VOSTOK.

Pour l'activité « Meubles » :

- ALSAPAN, HAUTECOEUR Espagne et DGS.

Pour l'activité « Holding » :

- EPI HOLDING et la SCI MERKEL.

Conformément à l'IAS36, les tests de valeurs sont effectués au minimum une fois par an ou lorsque l'on détecte un indice de perte de valeur. Les seuls indices détectés sont, pour la société EPI VOSTOK, la lenteur du démarrage de l'activité commerciale et les difficultés d'approvisionnement en matières premières, ce qui avait conduit le Directoire à revoir son business plan. Compte tenu de l'effet de change et des amortissements pratiqués, la valeur nette des actifs immobilisés d'EPI Vostok de 3.002 K€ a été ramenée après dépréciation antérieure de 1.302 K€ à 1.700 K€ au 30/06/2012, soit au niveau de la juste valeur nette de frais de cession. Par expérience en matière de cession d'actifs mobiliers sur le marché international, au travers des ventes des presses et chaînes de fabrication de parquet de SELFLOOR sur les sites de Saint Florentin et Tonnerre la juste valeur « net vendeur » des matériels d'exploitation de EPI VOSTOK est estimée à 200 K€. L'expertise menée par le Président du Directoire, fixe la juste valeur « net vendeur » de l'immobilier de EPI VOSTOK à 1.500 K€.

Les tests de dépréciation effectués au titre de l'exercice 2011 ont abouti à la conclusion qu'aucun des actifs incorporels ou corporels affectés à l'une des UGT définies ci-dessus ne nécessitait la constatation d'une dépréciation autre que celle constatée pour EPI VOSTOK. L'analyse de sensibilité montre par ailleurs que l'augmentation d'un point du WACC a un impact négatif sur la valeur d'utilité de 24.044 K€.

Les données ci-dessous sont celles du 31/12/2011 :

ACTIFS	EPI FLOORING	EPI VOSTOK	TOTAL RDS	Meuble : ALSAPAN , Hauteceur Espagne, DGS	Holding : EPI Holding, SCI MERKEL	Actifs & Passifs Non Alloués	TOTAL Consolidé
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>							
Goodwill	0	0	0	4.431	88	0	4.519
Immobilisations incorporelles	578	0	578	1.638	0	0	2.216
Terrains	600	0	600	1.520	697	0	2.817
Constructions	3.494	1.500	4.994	12.234	1.099	0	18.327
Matériel industriel	2.996	200	3.196	17.600	- 5	0	20.791
Autres immobilisations corporelles	223	0	223	1.909	81	0	2.213
Immobilisations en cours	239	0	239	168	364	0	771
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>8.130</b>	<b>1.700</b>	<b>9.830</b>	<b>39.500</b>	<b>2.324</b>	<b>0</b>	<b>51.654</b>

Constructions valeur d'expert	7.920	1.500	9.420	14.738	3.720		27.878
matériels industriels valeur d'expert	5.592	200	5.792	21.605	0		27.397
<b>Juste Valeur Nette des Frais de Cession</b>	<b>13.512</b>	<b>1.700</b>	<b>15.212</b>	<b>36.343</b>	<b>3.720</b>		<b>55.275</b>
<b>Valeur d'Utilité</b>	<b>67.058</b>	<b>0</b>	<b>67.058</b>	<b>77.719</b>	<b>2.326</b>		<b>147.103</b>
<b>Valeur Actuelle</b>	<b>67.058</b>	<b>1.700</b>	<b>68.758</b>	<b>77.719</b>	<b>3.720</b>		<b>150.197</b>
<b>Provision pour dépréciation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
<b>Valeur d'Utilité sensibilité à une augmentation de 1% du WACC</b>	<b>57.093</b>	<b>0</b>	<b>57.093</b>	<b>63.991</b>	<b>1.975</b>		<b>123.059</b>

### Note 9 – Autres actifs financiers

Les valeurs nettes sont présentées dans le tableau suivant :

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Créances rattachées à des participations non consolidées	9	9	0
Fonds de garantie, dépôts et cautionnements	274	274	268
VMP (compte bloqué) (1) (2)	0	0	111
Prêts	41	41	41
Autres titres immobilisés	4	4	2
PHOENIX (1) (3)	20	20	20
<b>TOTAL</b>	<b>348</b>	<b>348</b>	<b>442</b>

Les valeurs mobilières de placement présentées en autres actifs financiers (1), sont celles qui ne répondent pas aux 4 critères de l'IAS7 (cf. Note N° 14). L'évaluation au dernier jour du marché est de 20 K€, identique à la valeur comptable nette.

(2) : Ce compte était bloqué suite à une caution donnée à l'administration fiscale.

(3) : Suite à la défaillance de l'organisme PHOENIX Kapitaldienst, une provision de 1.972 K€ avait été constituée en 2004. Cette provision a été maintenue au 30/06/2012, car le risque de non recouvrement subsiste.

**Note 10 - Actifs d'impôts différés**

Ils se décomposent comme suit :

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Organic	59	115	53
IFC	822	695	582
Participation	0	0	0
Immobilisations	330	405	518
SWAPs de taux	85	113	123
Retraitement des crédits baux	305	308	556
Change		0	127
Déficit fiscal 2011 du groupe d'intégration fiscale	444	223	553
Autres	- 41	- 38	33
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés	- 1.661	- 1.504	- 1.925
<b>Total</b>	<b>343</b>	<b>317</b>	<b>620</b>

En France, le groupe fiscalement intégré (EPI, EPI Flooring, Alsapan et Selfloor) dégage une perte fiscale de 663 K€ au premier semestre 2012. Compte tenu d'un business plan favorable dès 2012, l'impôt correspondant au taux de 33,33%, soit 221 K€ a été activé dans les comptes au 30/06/2012.

Compte tenu d'un historique de pertes récentes, il n'est pas constaté d'impôt différé sur les déficits reportables des filiales étrangères. L'utilisation de ces déficits n'est pas limitée dans le temps. Les déficits fiscaux concernent les pertes fiscales cumulées au 31/12/2011 (données fiscales 2012 non disponibles) de Hautecoeur Espagne pour 224 K€ et EPI VOSTOK pour un montant de 2.893 K€. L'impôt différé correspondant serait pour Hautecoeur Espagne au taux de 30% de 67 K€ et pour EPI Vostok au taux de 20% de 579 K€

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés entité par entité. L'impact figure sur la ligne 'compensation des actifs et passifs d'impôts différés', cf. Note 19.

**Note 11 - Stocks**

Les matières premières et consommables sont valorisés au coût d'achat moyen pondéré. Le coût d'entrée en stock tient compte des rabais, remises, ristournes ainsi que de l'escompte obtenu sur les règlements.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. L'éventuel coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, et répartis de la façon suivante :

	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières	10.094	220	9.874	8.966	276	8.690	9.554	285	9.269
En cours de production	2.850	8	2.842	3.350	89	3.261	2.987	189	2.798
Produits intermédiaires & finis	12.775	496	12.279	13.302	744	12.558	15.102	559	14.543
Marchandises	3.503	352	3.151	3.448	309	3.139	4.519	350	4.169
<b>TOTAUX</b>	<b>29.222</b>	<b>1.076</b>	<b>28.146</b>	<b>29.066</b>	<b>1.418</b>	<b>27.648</b>	<b>32.162</b>	<b>1.383</b>	<b>30.779</b>

**Note 12 - Créances clients**

Les créances sont évaluées au coût amorti. Les créances libellées en devises ont été converties au taux de clôture. Les provisions pour dépréciation des créances sont évaluées individuellement en fonction du risque encouru de non-recouvrement. Des créances clients sont données en garantie des tirages du crédit revolving (cf. Note 35.4.1).

30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
38.921	678	38.243	37.205	766	36.439	37.327	1.993	35.334

**Note 13 – Autres débiteurs**

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Avances et acomptes sur commandes	158	286	194
Fournisseurs	439	1.041	513
Personnel et comptes rattachés	37	33	29
Etat	5.225	5.210	4.051
Créance sur société mère (STRUB SA)	0	0	1.625
Divers	55	49	41
Charges constatées d'avance	518	559	608
<b>TOTAUX</b>	<b>6.432</b>	<b>7.178</b>	<b>7.061</b>

**Note 14 – Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les équivalents de trésorerie sont composés de sicav et de contrats de capitalisation. Ils respectent les 4 critères d'IAS7, à savoir :

- placement à court terme
- placement très liquide
- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie
- placement soumis à un risque négligeable de changement de valeur

L'évaluation au dernier jour de marché de 17.109 K€ est identique à la valeur comptable nette. Le risque de liquidité et la répartition de la trésorerie sont décrits Note 35.4.1

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<b>Sicav monétaires</b>	<b>9.045</b>	<b>1.331</b>	<b>36.035</b>
CIC – CM Gestion 365 3D	0	317	0
BP – Alsace CT	0	21	38
ODDO Trésorerie 3-6 mois B	0	0	31.843
LCL – Monétaire L	9.045	668	0
LCL – Monétaire C	0	325	4.154
<b>Contrats de capitalisation (*)</b>	<b>8.064</b>	<b>27.237</b>	<b>26.824</b>
<b>Dépôts à terme (**)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>3.188</b>	<b>3.677</b>	<b>1.038</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20.297</b>	<b>32.245</b>	<b>63.897</b>

(\*) dont le dénouement prévu est à moins d'un an à la date de clôture des comptes.

(\*\*) dont l'échéance est à moins de trois mois à la date d'acquisition.

**Note 15 –Capitaux propres**15.1. Capital social

Au 30/06/2012, le capital social est de 5.295.764 €. Il est constitué de 2.647.882 actions, de même catégorie et d'une valeur nominale de 2 € chacune. Il est entièrement libéré et la société ne détient, directement, ou indirectement, aucun de ses propres titres.

La répartition du capital social est la suivante :

<b>Actionnaires</b>	<b>30.06.2012 nombre d'actions</b>	<b>2012 % capital</b>	<b>2012 droits de vote</b>	<b>31.12.2011 nombre d'actions</b>	<b>2011 % capital</b>	<b>2011 droits de vote</b>	<b>31.12.10 nombre d'actions</b>	<b>2010 % capital</b>	<b>2010 droits de vote</b>
STRUB SA	1.752.978	66,20	66,20	1.752.978	66,20	66,20	1.899.076	58,44	58,44
Ulrich ZIEROLD	1			1			1		
Ulrich ZIEROLD GmbH & Co KG	478.493	18,07	18,07	478.493	18,07	18,07	478.493	14,73	14,73
MELAPLAST Verwaltungs GmbH	309.365	11,69	11,69	309.365	11,69	11,69	309.365	9,52	9,52
Gérard VOIRIN	41.872	1,58	1,58	41.872	1,58	1,58	41.872	1,29	1,29
David BASKEYFIELD	10.135	0,38	0,38	10.135	0,38	0,38	10.135	0,31	0,31
Divers nominatif	2			2			146		
Public	55.036	2,08	2,08	55.036	2,08	2,08	510.366	15,71	15,71
<b>TOTAL</b>	<b>2.647.882</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>2.647.882</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>3.249.454</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Le capital de la société STRUB SA est lui-même détenu à hauteur de 50% par la succession de Monsieur Jean-Jacques Strub, décédé accidentellement le 23 avril 2010 et à hauteur de 50% par Madame Marie-Elisabeth Lanoux, présidente du conseil de surveillance, et ses enfants. La société STRUB SA a été créée en 1998 par la famille Strub. Elle exerce principalement une activité de holding. Son chiffre d'affaires 2011 est de 2,2 millions d'euros.

En 2008, EPI a lancé une émission de 79.984 obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« OBSAAR ») d'une valeur nominale unitaire de 500 euros. Cette opération a été entièrement souscrite pour un montant total de 39,992 millions d'euros. Un rachat anticipé de 248 obligations est intervenu en Août 2008 à la demande d'un souscripteur.

Les OBSAAR ont été souscrites à hauteur de 99,7% par un pool de banques composé de Fortis Banque Luxembourg, de la Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique, du LCL, du Crédit Agricole Alsace Vosges et du CIC et pour le solde par le public.

## GROUPE EPI

En prenant en compte les OBSAAR souscrites par les actionnaires d'EPI ainsi que les BSAAR cédés aux actionnaires par les Etablissements Bancaires qui ne souhaitent pas conserver les BSAAR attachés aux OBSAAR souscrites (23 BSAAR par Obligation), la répartition des 1.839.632 BSAAR a été faite de la manière suivante :

- 85,8 % ont été acquis par les actionnaires de référence d'EPI,
- 11,4 % par les managers du Groupe,
- 2,8 % par le public via demandes d'OBSAAR ou de BSAAR seul.

Les deux offres publiques d'achat simplifiée (OPAS) et de rachat d'actions (OPRA) lancées fin juin 2011 ont permis de racheter 601.572 actions. L'annulation de ces actions s'est traduite par une diminution de capital de 1.203.144 € (601.572 actions au nominal de 2 €) et des réserves de 11.429.868 € (601.572 actions pour la différence de prix, soit 19 €).

Dans le même temps, l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) des BSAAR a permis le rachat de l'intégralité des bons, soit 1.839.632 BSAAR rachetés à 9,30 €, prix de l'offre. Il s'en est suivi une diminution de réserves de 17.108.578 €.

### 15.2. Réserves

Avant affectation du résultat, l'ensemble des réserves part du groupe, se décompose comme suit :

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Primes liées au capital	12.080	12.080	12.080
Réserve d'écart de conversion	- 398	- 399	- 227
Autres réserves	34.547	32.604	60.710
<b>TOTAL</b>	<b>46.229</b>	<b>44.285</b>	<b>72.563</b>

Il n'a pas été prévu de distribuer des dividendes

### 15.3. Information sur la gestion des capitaux propres

Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, soit procéder à des rachats d'actions, soit émettre de nouvelles actions, soit émettre des titres donnant accès au capital.

Les programmes de rachat d'actions peuvent avoir pour objectif :

- la mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société mère du Groupe ;
- l'attribution ou la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ;
- l'attribution gratuite d'actions ;
- l'annulation de tout ou partie des titres rachetés ;
- l'animation du marché secondaire de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- la réalisation d'opérations d'achats, ventes ou transferts par tous moyens par un prestataire de services d'investissement, notamment dans le cadre de transactions hors marché ;
- ou tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence sur ses capitaux propres imposée par des tiers.

Le ratio d'endettement, correspondant à la dette financière nette sur le total des capitaux propres, est un indicateur financier utilisé par le management pour mesurer l'endettement net global de la société et gérer ses capitaux propres, des covenants concernant des crédits y font référence.

## GROUPE EPI

Les capitaux propres incluent les Capitaux Propres Part du Groupe et les Intérêts Minoritaires tels que présentés au bilan. Le tableau de variation des capitaux propres consolidés est présenté dans les états financiers en page 3.

La dette financière nette est définie comme la somme de la dette financière à court terme et de la dette financière à long terme, diminuée du montant de la 'Trésorerie & Equivalents Trésorerie', et des valeurs mobilières de placement classées en 'Autres Actifs Financiers' selon IAS7. L'évolution de ce ratio est la suivante :

<b>Ratio d'endettement K€</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>	<b>30/06/2011</b>
Dettes financières à long terme	8.821	18.217	29.068
Dettes financières à court terme	31.772	44.636	35.224
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-20.297	- 32.245	-63.897
Valeurs Mobilières de Placement classées en Autres Actifs Financiers selon IAS7 (Note 9)	- 20	- 20	- 131
<b>Endettement financier net</b>	<b>20.276</b>	<b>30.588</b>	<b>264</b>
Capitaux Propres	51.026	51.522	78.950
<b>Endettement financier net / Capitaux Propres</b>	<b>0,40</b>	<b>0,59</b>	<b>0,003</b>

La valeur maximale du ratio à ne pas dépasser a été fixée à 1,50 (cf. Note 32 § covenants).

### Note 16 – Emprunts

Tous les emprunts sont en euros. L'échéancier des emprunts se résume comme suit :

	<b>30/06/2012</b>			<b>31/12/2011</b>			<b>30/06/2011</b>		
	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
<b>Part à long terme des emprunts portant intérêts :</b>									
Auprès d'établissements de crédit	6.958	353	7.311	15.838	574	16.412	26.311	786	27.097
Divers	1.510	0	1.510	1.805	0	1.805	1.971	0	1.971
<b>Total</b>	<b>8.468</b>	<b>353</b>	<b>8.821</b>	<b>17.643</b>	<b>574</b>	<b>18.217</b>	<b>28.282</b>	<b>786</b>	<b>29.068</b>
<b>Part à court terme des emprunts portant intérêts :</b>									
Auprès d'établissements de crédit			30.868			44.067			34.641
Divers			904			569			583
<b>Total</b>			<b>31.772</b>			<b>44.636</b>			<b>35.224</b>

Certaines dettes présentes dans cette note comportent des garanties (cf Note 32).

La répartition des emprunts par taux est la suivante :

	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>	<b>30/06/2011</b>
Total en taux fixe	4.213	4.732	5.282
Total en taux variable (Euribor)	34.720	54.351	53.719
<b>TOTAL</b>	<b>38.933</b>	<b>59.083</b>	<b>59.001</b>

A titre indicatif, pour 2011 et 2012, le taux variable moyen est respectivement de 1,67 % et 1,26% et le taux fixe moyen de 3,33 %. Dans l'hypothèse où l'Euribor augmenterait de 1%, l'impact sur le compte de résultat serait, sur un exercice complet, de 347 K€.

La composante dette de l'emprunt 'OBSAAR' d'un montant de 7.831 K€ figure dans les emprunts ci-dessus. Cet emprunt de nominal 39.992 K€ conclu le 15/02/2008 pour une durée de cinq ans, est amortissable par 1/5<sup>ème</sup> le 15/02 de chaque année. Sa rémunération est variable en référence à l'EURIBOR 3 mois diminué de 0,87 point.

## GROUPE EPI

Au 30/06/2012, la maturité des emprunts selon leurs natures est la suivante :

Nature	Total	Echu à - d'1 an	Echu entre 1 et 5 ans	Echu à + de 5 ans
Emprunt Obligataire *	7.831	7.831	0	0
Autres emprunts bancaires	1.438	318	979	141
Lignes de crédit (CMCC * & découverts)	20.633	20.633	0	0
Location Financement	8.276	2.085	5.979	212
Autres Emprunts non-bancaires	2.415	905	1.510	0
<b>TOTAL</b>	<b>40.593</b>	<b>31.772</b>	<b>8.468</b>	<b>353</b>

\* Au 31/12/2011, les dettes relatives au crédit revolving (20.000 K€), étaient en principe exigibles à la clôture, du fait du dépassement d'un des ratios financiers (cf. Note 32.1), mais demeuraient présentées en fonction de leurs échéances, compte tenu de l'accord des banques de ne pas en demander le remboursement anticipé. Il en était de même pour l'emprunt obligataire (15.690 €), l'assemblée des porteurs d'obligations ne s'étant pas réunie à la date d'arrêté des comptes. Cette position est maintenue au 30/06/2012. Le montant des dettes relatives au crédit revolving s'élèvent à 20.000 K€ et celui de l'emprunt obligataire à 7.831 K€. Tous les deux sont à échéance le 15/02/2013.

### Note 17 – Provision pour pensions et avantages assimilés

Les indemnités de fin de carrière au 30 juin 2012 ont été calculées, pour l'ensemble du personnel du Groupe, selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un taux de rendement à 3,53 %, la table de mortalité INSEE 2007, et comme hypothèse un départ à la retraite à 67 ans et une inflation à 2,00%

<b>Indemnités de Fin de Carrière</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>	<b>30/06/2011</b>
Actifs Financiers de couverture	0	0	0
Valeur début exercice			
Variation de périmètre			
Rendement des actifs			
Prestations payées			
Acquisitions / cessions			
Variation de change			
Valeur fin d'exercice	0	0	0
Provision au bilan			
Valeur actuelle des engagements couverts par des actifs	0	0	0
Juste valeur des actifs financiers	0	0	0
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	2.467	2.086	1.747
Gains/Pertes actuariels non encore reconnus			
Provision au bilan	2.467	2.086	1.747
Composantes de la charge annuelle			
Coût des services	154	127	127
Charge d'intérêt	24	35	35
Gains/Pertes actuariels reconnus dans l'année	214	251	- 94
Charge de l'exercice	<b>392</b>	<b>413</b>	<b>68</b>
Variation des provisions au bilan			
Provision début d'exercice	<b>2.086</b>	<b>1.679</b>	<b>1.679</b>
Changement de périmètre	0	0	0
Décassement	- 12	- 6	0
Charge de l'exercice	392	413	68
<b>Provision à la clôture de l'exercice</b>	<b>2.467</b>	<b>2.086</b>	<b>1.747</b>
Hypothèses actuarielles retenues :			
Taux d'actualisation $Ta = ((1+Tr) / (1+Ti)) - 1$	1,50%	1,11%	2,10%
Taux de rendement des actifs financiers réf. TEC25 (Tr)	3,53%	3,64%	4,14%
Taux d'inflation (Ti)	2,00%	2,50%	2,00%
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	2,00%	2,00%



## GROUPE EPI

Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat. La charge nette de l'exercice de 381 K€ se décompose en une dotation de 432 K€ et une reprise de 51 K€.

### Note 18 – Autres provisions non courantes

Natures	30/06/2011	31/12/2011	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise Non Utilisée	30/06/2012
« Association Défense »	1.170	1.170	0	0	0	1.170
Litige voisinage	1.094	1.094	0	0	0	1.094
Subventions	82	57	0	25	0	32
<b>Total provisions non courantes</b>	<b>2.346</b>	<b>2.321</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>2.296</b>

La provision "Association Défense" s'inscrit dans la suite de celles constituées par M et Mme WABARTHA qui font valoir devant le TGI un préjudice personnel causé par Alsapan.

### Note 19 - Passifs d'impôts différés

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Amortissement des immobilisations	4.182	4.056	5.024
Retraitement des crédits baux	2.434	2.396	1.773
Provision pour hausse des prix	0	0	564
Retraitement des frais d'émission d'OBSAAR	48	86	138
Retraitement titres & créances de participations (1)	246	236	2.137
Autres	6	6	6
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés	- 1.661	- 1.504	- 1.925
<b>Total</b>	<b>5.255</b>	<b>5.276</b>	<b>7.717</b>

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés entité par entité. L'impact figure sur la ligne 'compensation des actifs et passifs d'impôts différés', cf. Note 10.

(1) : L'impôt différé passif constaté en 2010 pour 1.979 K€ relatif à la neutralisation de la dépréciation de créance VOSTOK de 5.749 K€, a été repris en 2011, en raison de la persistance de résultats négatifs de la filiale. Aucune amélioration de la situation de la filiale, n'étant envisagée, l'économie d'impôt réalisée est considérée comme définitive.

### Note 20 – Autres créateurs

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Avances, acomptes reçus sur commandes	385	160	290
Dettes fiscales et sociales	10.477	7.644	9.262
Dettes sur immobilisations	314	117	260
Autres dettes	9.924	8.557	10.907
Produits constatés d'avance	396	437	485
<b>Total</b>	<b>21.496</b>	<b>16.915</b>	<b>21.204</b>

**Note 21 – Autres provisions courantes**

Natures	30/06/2011	31/12/2011	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise Non Utilisée	30/06/2012
Subventions	50	50	0	0	0	50
Litiges sociaux	211	450	0	0	31	419
Litiges clients	1.960	2.378	275	261	46	2.346
Litiges fournisseurs	760	435	446	435	0	446
Etat	190	475	0	350	25	100
Brevet	231	224	253	0	0	477
Paniers secs	164	102	277	0	0	379
Risque financier	374	184	0	78	0	106
Autres	91	91	0	0	0	91
<b>Total provisions courantes</b>	<b>4.031</b>	<b>4.389</b>	<b>1.251</b>	<b>1.124</b>	<b>102</b>	<b>4.414</b>

- Les provisions pour litiges sociaux sont estimées sur la base des dossiers de réclamation.
- La provision 'litiges clients' se rapporte à notre obligation de garantie que nous avons auprès de nos clients. La provision 'Nacospan' de 1.350 K€ constituée en 2008 & 2009 a été maintenue, le litige étant pendant devant les tribunaux.
- La provision 'fournisseurs' reprend les notes de débit fournisseurs pour lesquelles les avoirs n'ont pas été reçus. La provision est constituée, des notes de débit établies depuis 1 année et non régularisées par un avoir, proratisées selon un % défini statistiquement selon les données des années antérieures.
- La provision 'Etat' concerne des contrôles fiscaux non aboutis.
- La provision 'Brevet' concerne un procédé de fabrication utilisé par le groupe qui serait protégé.
- La provision 'risque financier' concerne le risque de taux sur des contrats de capitalisation en cas de liquidation anticipée.

**Note 22 - Créances et dettes libellées en devises étrangères**

Les actifs immobilisés et circulants libellés en devises étrangères (quasi-exclusivement en RUR et US\$) figurent à l'actif pour un montant de 5.920 K€. Les dettes libellées en devises étrangères (RUR et US\$) figurent au passif pour un montant de 729 K€. Ces actifs et passifs ont été convertis au taux de clôture. Il n'y a pas de contrat de couverture du risque de change des dettes et créances en devises, ni de couverture sur l'investissement net à l'étranger. Un point de variation du taux de change \$ / € aurait un impact non significatif en résultat de la période et il serait de 53 K€ pour le Rouble.

**Note 23 – Actifs et passifs financiers impayés**

L'analyse de l'âge des actifs financiers non dépréciés et en retard de paiement, ne concerne que l'encours clients. De même l'analyse des échéances des passifs financiers ne concerne que le poste fournisseurs.

23.1. Encours clients

L'analyse a porté sur l'encours clients des principales sociétés du Groupe : EPI FLOORING, ALSAPAN, SELFLOOR et HAUTECOEUR Espagne. Il en ressort les informations suivantes :

	30/06/2012			31/12/2011	30/06/2011
	Encours Brut	Dépréciation	Encours Net	Encours Net	Encours Net
<b>Créances clients consolidées</b>	<b>38.921</b>	<b>678</b>	<b>38.243</b>	<b>36.439</b>	<b>35.334</b>
<b>Retard de paiements au 30/06/2012</b>	<b>6.618</b>	<b>372</b>	<b>6.246</b>	<b>5.695</b>	<b>6.365</b>
<b>Retard de paiements au 30/08/2012</b>	<b>3.685</b>	<b>372</b>	<b>3.313</b>	<b>3.090</b>	<b>3.817</b>
<b>Paiements entre 1 et 60 jours</b>	<b>2.933</b>	<b>0</b>	<b>2.933</b>	<b>2.605</b>	<b>2.548</b>
<b>Paiements entre 60 jours et 6 mois</b>	<b>3.313</b>	<b>0</b>	<b>3.313</b>	<b>3.090</b>	<b>3.817</b>
<b>Paiements à plus de 6 mois</b>	<b>372</b>	<b>372</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## GROUPE EPI

### 23.2. Encours fournisseurs

L'analyse a porté sur l'encours fournisseurs des principales sociétés du Groupe : EPI FLOORING, ALSAPAN, SELFLOOR et HAUTECOEUR Espagne. Il en ressort les informations suivantes :

Les dettes envers les fournisseurs de biens & services et les fournisseurs d'immobilisations échues et non soldées au 30/06/2012 se montent à 1.527 K€. Au 30/08/2012 ces mêmes dettes sont de 448 K€.

### Note 24 – Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS33. Le capital de la société EPI est composé de 2.647.882 actions.

Résultat par action	30/06/2012		31/12/2011		30/06/2011	
Résultat attribuable à l'entité mère	- 497		1.943		- 112	
Résultat opérationnel courant		- 350		- 1.352		- 359
Nombre d'actions constituant le capital (milliers)	2.648	2.648	2.648	2.648	3.249	3.249
<b>Résultat par action €</b>	<b>- 0,19</b>	<b>- 0,13</b>	<b>0,73</b>	<b>- 0,51</b>	<b>- 0,03</b>	<b>- 0,11</b>
Nombre d'actions retenu pour le résultat dilué *	2.648	2.648	2.648	2.648	4.869	4.869
<b>Résultat dilué par action €</b>	<b>-0,19</b>	<b>- 0,13</b>	<b>0,73</b>	<b>- 0,51</b>	<b>- 0,02</b>	<b>- 0,07</b>

\*Le nombre d'action pour le résultat dilué tient compte au 30/06/2011 des 1,62 million de BSAAR (cf. Note 15).

### Note 25 – Autres produits et charges opérationnels

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Produits de cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles & financières	43	1.024	204
Provisions Dépréciations & risques / Filiale Russe	211	702	203
Autres produits opérationnels non-courants	0	0	0
<b>Total autres produits opérationnels</b>	<b>254</b>	<b>1.726</b>	<b>407</b>
Valeur comptables des immobilisations corporelles, incorporelles & financières cédées	21	1.683	541
Provisions Dépréciations immobilisations corporelles	455	0	0
Provisions Dépréciations & risques / Filiale Russe	0	150	8
<b>Total autres charges opérationnelles</b>	<b>476</b>	<b>1.833</b>	<b>549</b>

### Note 26 – Coût de l'endettement financier net

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Revenus sur placements	542	965	673
Produit de cession de valeurs mobilières	18	215	49
Autres produits financiers	0	0	0
Produits de trésorerie et équivalents	<b>560</b>	<b>1.180</b>	<b>722</b>
Intérêts (*)	487	1.330	632
Charge nette / cession de VMP	138	0	0
Coût de l'endettement financier brut	<b>625</b>	<b>1.330</b>	<b>632</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>65</b>	<b>150</b>	<b>- 90</b>

(\*) y compris les intérêts se rapportant aux retraitements des locations financements pour un montant de 134 K€ au 30/06/2012, contre 297 K€ au 31/12/2011. Y figure également l'ajustement de la juste valeur de SWAPs de taux variable / taux fixe pour - 85 K€ au 30/06/2012, contre - 445 K€ au 31/12/2011 (cf. Note 31).

**Note 27 – Autres produits et charges financiers**

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Gain de change	55	510	218
Reprises de provisions financières	78	278	89
<i>Autres produits financiers</i>	<b>133</b>	<b>788</b>	<b>307</b>
Perte de change	2	563	232
Dotations de provisions financières	0	0	0
Perte sur créances	0	0	0
<i>Autres charges financières</i>	<b>2</b>	<b>563</b>	<b>232</b>

A fin Décembre 2011, le cours de la monnaie Russe était de 41,765 RUR / 1 € ; ce cours a ensuite légèrement diminué pour finir à fin juin 2012 à 41,37. Après retraitement dans les capitaux propres de - 26 K€ de différences de change relatives à l'investissement net en Russie (cf. Note 2.3.6 ), 14 K€ restent inscrits dans les gains de change.

**Note 28 – Charges d'impôt****28.1. Impôts différés actif / passif**

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt estimé de chaque entité fiscale consolidée corrigée des impôts différés. Les charges ou les produits d'impôts différés sont calculés par la variation de la créance d'impôts ou de la dette d'impôts d'un exercice à l'autre.

Pour l'arrêté au 30 juin 2012, les impôts différés ont été calculés, pour les sociétés françaises, sur la base de l'impôt de 33,33%. Le taux était de 33,33 % pour l'exercice précédent.

Calcul du taux 2012 :	Impôt société au taux de droit commun	33,33 %
	Contribution sociale	0,00%
	Taux d'impôt différé 2012 :	33,33 %

Pour les sociétés étrangères, le taux d'impôt local a été utilisé. Le taux d'imposition n'ayant pas varié, les effets de l'application de la méthode du report variable aux impôts différés sont nuls.

Le montant de l'impôt sur les bénéfices s'analyse comme suit :

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Impôt courant	39	- 1.097	2
Impôts différés	-48	- 2.230	- 226
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>- 9</b>	<b>- 3.327</b>	<b>- 224</b>

En l'absence d'intégration fiscale, l'impôt sur les bénéfices pour le Groupe EPI aurait été de 85 K€.

28.2. Preuve d'impôt :

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>- 506</b>	<b>- 1.384</b>	<b>- 336</b>
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante (33,33% au 30/06/2011, 31/12//2011 et 30/06/2012)	- 169	- 461	- 112
Crédits d'impôt	- 46	- 1.127	- 22
Changement de taux d'I.S. sur les impôts différés d'ouverture (1)	0	- 2.176	- 260
Différences permanentes sur Impôts	52	- 227	43
Correction de charge d'impôt théorique de filiales étrangères ayant un taux d'IS différent ou déficitaires	154	664	127
Impact du report en arrière de déficits fiscaux	0	0	0
Impact du taux réduit de 15% dans les filiales françaises	0	0	0
	<b>- 9</b>		<b>- 224</b>
<i>Charge effective d'impôt</i>		<b>- 3.327</b>	

(1) dont - 1.979 K€ de reprise d'impôt différé passif relatif à VOSTOK au 31/12/2011 (cf. Note 19).

**Note 29 - Informations sociales**

29.1. La ventilation du personnel salarié du Groupe consolidé

Au 30 juin 2012, elle se présente comme suit :

SOCIETES	30/06/2012				31/12/2011	30/06/2011
	Cadres	Employés	Ouvriers	Total	Total	Total
EPI FLOORING	32	30	98	160	158	154
ALSAPAN	41	65	495	601	581	585
EPI VOSTOK	4	9	14	27	28	25
DGS	0	7	0	7	7	8
SELFLOOR	0	0	0	0	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>77</b>	<b>111</b>	<b>607</b>	<b>795</b>	<b>774</b>	<b>773</b>

29.2. Charges de personnel

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<b>Salaires</b>	<b>10.859</b>	<b>19.826</b>	<b>9.615</b>
<b>Intéressement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Participation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Charges sociales</b>	<b>4.703</b>	<b>8.696</b>	<b>4.231</b>
<b>Provision IFC</b>	<b>381</b>	<b>407</b>	<b>68</b>
Total	15.943	28.929	13.914

29.3 Droit individuel à la formation (DIF)

Suivant la loi du 4 Mai 2004, le droit individuel à la formation (DIF) acquis au 07 Mai 2012, par les salariés du Groupe ayant au moins un an d'ancienneté à cette date, représente 74.626 heures.

Toutes les heures demandées par les salariés ont été acceptées et les coûts correspondant figurent au compte de résultat ; seules 32 Heures depuis l'origine du DIF ont fait l'objet d'un premier refus de l'entreprise. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

**Note 30 - Instruments financiers et produits dérivés**Contrats d'échange de taux d'intérêts :

En 2008 (Avril et Août) la maison mère a souscrit des contrats de couverture de taux pour se prémunir contre le risque de hausse des taux variables. Ces contrats sont destinés à couvrir le risque sur les emprunts à taux variable et notamment l'emprunt OBSAAR. L'analyse montre qu'une comptabilité de couverture n'est pas possible au regard de la désignation de la relation de couverture selon l'IAS 39 :

- L'efficacité de la couverture, n'est pas suffisante.
- Les échéances des instruments de couverture et des emprunts ne sont pas homogènes.
- La désignation formelle de la relation de couverture et sa documentation, à l'origine de la couverture, n'ont pu être établies.

Ces opérations sont dès lors qualifiées de spéculatives et doivent être évaluées à leur juste valeur par le résultat à chaque arrêté comptable. Un modèle prévisionnel des flux financiers concernant ces contrats de couverture a été mis en place en interne. Il calcule les flux futurs en fonction des estimations d'évolution de l'EURIBOR 3 mois fournies par les banques partenaires dans ces opérations. Ces flux futurs sont ensuite actualisés en fonction de l'OAT à 10 ans (TEC 10) soit 2,696%. Il en résulte un gain financier de 85 K€ au 30/06/2012 représentatif de la variation de la juste valeur de ces SWAPs de taux. Ce produit a été enregistré en résultat dans les comptes consolidés du Groupe. Par ailleurs, au titre de 2012 une perte financière de 134 K€ a été enregistrée au titre de ces couvertures de taux.

La juste valeur des SWAPs fondée sur le modèle élaboré en interne est de 254 K€. Cette évaluation est faite dans l'optique d'un dénouement des SWAPs à leurs termes respectifs, et ne tient par conséquent pas compte de pénalités éventuelles en cas de sortie anticipée. La direction a retenu cette hypothèse car il n'entre pas dans son intention de dénouer les positions avant leurs termes. Une variation d'un point de l'EURIBOR aurait un impact de 50 K€ sur le résultat et la variation d'un point d'OAT serait non significative sur l'actualisation du flux.

**Note 31 - Engagements hors bilan**31.1. Engagements sur emprunts

Bénéficiaires	Montant au 30/06/2012	Montant au 31/12/2011	Montant au 30/06/2011	Garanties réelles	Cautionnement donné par EPI
BECM	806	860	968	Promesse d'hypothèque	
BANQUE POPULAIRE	599	640	679	Promesse d'hypothèque	
BANQUE POPULAIRE	29	35	42	Nantissement sur titres	
LCL 'OBSAAR'	7.831	15.690	14.185	Nantissement sur titres	
CIC	0	11.000	11.000	Nantissement sur VMP	
<b>TOTAL</b>	<b>9.265</b>	<b>28.225</b>	<b>26.874</b>		

Engagements donnés :Société EPI :

Depuis le 31/12/2011, il n'y a plus de nantissement des actions EPI en garantie du remboursement de prêts. Au 30 juin 2012, le nantissement des parts sociales de la SCI Merkel représente un montant de 29 K€ contre 35 K€ au 31/12/2011.

Par ailleurs, les titres d'ALSAPAN et EPI FLOORING sont donnés en garantie de l'emprunt 'OBSAAR' dont le nominal est de 39.992 K€.

L'emprunt CIC court terme de 11.000 K€, garanti par le nantissement de valeurs mobilières souscrites auprès de ODDO Asset Management & GENERALI a été intégralement remboursé le 29/02/2012.

## GROUPE EPI

### Covenants :

Par convention, le Groupe s'est engagé à respecter des ratios de solvabilité et de fonds propres. Les ratios utilisés sont du type 'endettement net consolidé / fonds propres consolidés' et 'endettement net consolidé / EBITDA consolidé'. Le Groupe n'anticipe pas de difficultés à les respecter pour l'avenir. Les covenants concernent la société EPI pour un montant de 7.974 K€ contre 15.948 K€ à fin 2011, relativement à l'emprunt obligataire 'OBSAAR' d'un montant nominal de 39.992 K€. Ils concernent également le crédit revolving de 20.000 K€ (cf. § autres engagements ci-après).

Les ratios sont les suivant :

	Valeur plafond	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Résultat opérationnel		- 572	- 1.459	- 501
Dotation aux amortissements		3.424	7.322	3.671
Dotation aux provisions		- 549	- 1.805	- 1.367
EBITDA consolidé		<b>2.303</b>	<b>4.058</b>	<b>1.803</b>
EBITDA consolidé x 2		<b>4.606</b>		<b>3.606</b>
Fonds propres consolidés (voir Note 15.3)		<b>51.026</b>	<b>51.522</b>	<b>78.950</b>
Endettement net consolidé (voir Note 15.3)		<b>20.276</b>	<b>30.588</b>	<b>264</b>
<b>Endettement net consolidé / EBITDA consolidé</b>	<b>4,0</b>	<b>4,40</b>	<b>7,54</b>	<b>0,07</b>
<b>Endettement net consolidé / Fonds propres consolidés</b>	<b>1,5</b>	<b>0,40</b>	<b>0,59</b>	<b>0,003</b>

Relativement au ratio d'endettement net / EBITDA de 4,40, le ratio d'endettement Net / Marge Brute d'Autofinancement est de 5,74 (20.276 / 3.533) cf. tableau de flux page 4.

### Autres engagements :

Parallèlement à l'émission de l'emprunt obligataire 'OBSAAR', le Groupe a souscrit à une facilité de crédit (crédit revolving) à concurrence de 20 Millions d'Euros. Par clause 'pari passu' ce crédit revolving bénéficie du nantissement des titres ALSAPAN et EPI FLOORING, à égalité de rang avec l'emprunt obligataire 'OBSAAR'.

Au 30/06/2012, ce crédit revolving a été tiré à hauteur de 20 M€ : 10.350 K€ pour ALSAPAN et 9.650 K€ pour EPI FLOORING. De plus EPI s'est porté caution pour ses filiales sur les sommes dues.

EPI FLOORING a par ailleurs souscrit une convention de cession de créances commerciales en garantie des sommes dues au titre du contrat de crédit revolving. Enfin, toujours dans le cadre des sûretés accordées au titre du crédit revolving, le bénéfice de délégations des polices d'assurance COFACE souscrites respectivement par EPI, ALSAPAN et EPI FLOORING a été accordé aux établissements bancaires.

### 31.2. Engagements de locations simples

Ce sont les contrats de location d'une durée supérieure à 6 mois. Il s'agit de locations de bureaux, d'espaces de stockage, de matériels de transport, de matériels de bureaux et d'outillage. Le Groupe considère que l'engagement de location simple est représentatif du paiement minimum qui devrait être effectué. Il n'y a pas d'engagements à plus de cinq ans.

Engagements de locations	Montant au 30/06/2012	Montant au 31/12/2011	Montant au 30/06/2011
Loyers à moins d'un an	261	301	236
Loyers à plus d'un an et moins de cinq ans	278	442	259
<b>TOTAL</b>	<b>539</b>	<b>743</b>	<b>495</b>

### 31.3. Passifs éventuels

Il n'y a pas de passif en dehors de ceux ayant fait l'objet d'une provision et mentionnés ci-dessus.

**Note 32 – Transactions avec les parties liées**32.1. Société-mère:

La société mère consolidant les comptes du Groupe EPI est la société STRUB SA ayant son siège social à Duppigheim, Avenue Jean Prêcheur.

32.2. Eléments concernant les entreprises ayant un lien de participation

Les transactions avec les parties liées, hors opérations intra-groupe éliminées en consolidation, sont les suivantes :

STRUB SA	30/06/2012				31/12/2011				30/06/2011			
	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes
Prestations de service	347	9			660	43			312	27		
Charges locatives	145				285				142			
Clients			7				13				5	
Fournisseurs				52			13	199				93
Autres	21	3			34	15	1		20	15	1.625	
<b>TOTAL</b>	<b>513</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>52</b>	<b>979</b>	<b>58</b>	<b>27</b>	<b>199</b>	<b>474</b>	<b>42</b>	<b>1.630</b>	<b>93</b>

Voltec Solar, société détenue en 2011 à quasi 100% par Strub SA, est une société sœur d'EPI. En application d'IAS24R, les transactions entre cette société et les sociétés du groupe EPI sont présentées ci-dessous.

VOLTEC SOLAR SAS	30/06/2012				31/12/2011				30/06/2011			
	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes
Prestations de service		132			99	67			97	154		
Charges locatives												
Clients			68				146				180	
Fournisseurs												10
Autres		6				219	352	7		2	350	
<b>TOTAL</b>		<b>138</b>	<b>68</b>	<b>0</b>	<b>99</b>	<b>286</b>	<b>498</b>	<b>7</b>	<b>97</b>	<b>156</b>	<b>530</b>	<b>10</b>

32.3. Rémunérations et avantages en nature des organes d'administration et de direction32.3.1. Conseil de surveillance :

Le président du conseil de surveillance ne perçoit pas de rémunération mensuelle. Les frais exposés dans l'exercice des fonctions et en vue d'assister aux réunions du conseil sont remboursés aux membres, sur présentation de justificatifs. Il n'y a pas eu de rémunération versée aux membres du conseil de surveillance en 2012 ni en 2011.



## GROUPE EPI

### 32.3.2. Jetons de présence :

En 2011, 90 K€ de jetons de présence ont été distribués aux membres du conseil de surveillance conformément à une décision de l'AG du 29/06/2009. Une distribution du même montant est prévue au second semestre 2012.

### 32.3.3. Directoire :

Monsieur Gérard VOIRIN, Président du Directoire, n'est pas rémunéré directement. Les sociétés du Groupe EPI rémunèrent les prestations rendues à son profit par d'autres sociétés dans lesquelles Monsieur VOIRIN est intéressé. Ces prestations s'élèvent à 84 K€ en 2012 contre 156 K€ en 2011.

Les membres du directoire sont par ailleurs remboursés des frais qu'ils exposent dans l'exercice de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

Au 30/06/2012 Mr. Antonio Clément, Directeur général a perçu une rémunération brute de 68 K€ contre 197 K€ au titre de l'année 2011. L'engagement de retraite des membres du directoire percevant une rémunération est de 19 K€ au 30/06/2012.

### 32.3.4 Managers & dirigeants :

Dans le cadre des OPAS & OPRA, 197.554 BSAAR et 14.282 actions EPI ont été rachetés en 2011 aux Managers et dirigeants ce qui représente un montant de 2.137 K€.

L'information présentée dans la Note 32.3 (§ 1 à 4) est exhaustive ; il n'y a pas d'autres avantages au sens de l'IAS 24.16.  
Note 33 – Secteurs opérationnels

Suite aux opérations de restructuration de 2010, l'information sectorielle a été refondue afin de coller à l'organisation actuelle (cf. Note 3 & 3.1). Le secteur Holding regroupe les activités des sociétés EPI, SCI La Chapelle Wendelin, SCI Merkel et LOCOFI ; le secteur Meuble celles d' ALSAPAN, d'Hautecoeur Espagne et de DGS et le secteur RDS celles d' EPI Flooring, de Selfloor et d'EPI Vostok.

GROUPE EPI

33.1. Situation au 30/06/2012

33.1.1. Actif et passif au 30/06/2012

	HOLDING	MEUBLE	RDS	TOTAL SECTORIELS	Rapproche- ment	TOTAL CONSOLIDES
<b>ACTIFS</b>						
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>						
Goodwill	88	4.431	0	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	0	1.506	563	2.069	0	2.069
Immobilisations corporelles	2.375	31.815	9.121	43.311	0	43.311
Immeubles de placement	238	0	0	238	0	238
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	190	137	21	348	0	348
Impôts différés	997	0	355	1.352	- 1.009	343
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>3.888</b>	<b>37.889</b>	<b>10.060</b>	<b>51.837</b>	<b>- 1.009</b>	<b>50.828</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>						
Stocks	0	19.361	8.785	28.146	0	28.146
Clients	61	19.304	18.878	38.243	0	38.243
Autres débiteurs	2.718	1.574	2.140	6.432	0	6.432
Trésorerie & Equivalents trésorerie	8.197	2.101	9.999	20.297	0	20.297
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>10.976</b>	<b>42.340</b>	<b>39.802</b>	<b>93.118</b>	<b>0</b>	<b>93.118</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>14.864</b>	<b>80.229</b>	<b>49.862</b>	<b>144.955</b>	<b>- 1.009</b>	<b>143.946</b>
<b>PASSIFS</b>						
<b>CAPITAUX PROPRES</b>						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	30.347	24.828	- 3.650	51.525	0	51.525
Résultat de l'exercice	231	- 594	- 134	- 497	0	- 497
Intérêts minoritaires	- 2	0	0	- 2	0	- 2
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>30.576</b>	<b>24.234</b>	<b>- 3.784</b>	<b>51.026</b>	<b>0</b>	<b>51.026</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>						
Emprunts portant intérêts	1.203	5.717	1.901	8.821	0	8.821
Provision pour pensions & avantages assimilés	0	1.756	711	2.467	0	2.467
Autres provisions	1.170	32	1.094	2.296	0	2.296
Impôts différés	1.144	4.222	898	6.264	- 1.009	5.255
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>3.517</b>	<b>11.727</b>	<b>4.604</b>	<b>19.848</b>	<b>- 1.009</b>	<b>18.839</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>						
Fournisseurs	614	8.207	7.507	16.328	0	16.328
Part à court terme des emprunts portant intérêts	8.654	12.859	10.259	31.772	0	31.772
Passif d'impôt exigible	71	0	0	71	0	71
Autres créditeurs	262	10.812	10.422	21.496	0	21.496
Autres provisions	106	809	3.499	4.414	0	4.414
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>9.707</b>	<b>32.687</b>	<b>31.687</b>	<b>74.081</b>	<b>0</b>	<b>74.081</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>	<b>43.800</b>	<b>68.648</b>	<b>32.507</b>	<b>144.955</b>	<b>- 1.009</b>	<b>143.946</b>

GROUPE EPI

33.1.2. Compte de résultat au 30/06/2012

	HOLDING		MEUBLE		RDS		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	1.466		67.575		46.393		- 1.785	113.649
Autres produits de l'activité	7		5		70		0	82
<b>Total produits</b>	<b>1.473</b>	<b>100,00%</b>	<b>67.580</b>	<b>100,00%</b>	<b>46.463</b>	<b>100,00%</b>	<b>- 1.785</b>	<b>113.731</b>
Achats consommés	0		43.548		31.400		- 207	74.741
Charges du personnel	0		11.897		4.046		0	15.943
Charges externes	1.000		9.895		6.609		- 1.578	15.926
Impôts et taxes	27		930		389		0	1.346
Dotations aux amortissements	112		2.423		889		0	3.424
Variation de stocks -prod.finis & en cours	0		- 381		1.084		0	703
Autres charges d'exploitation	0		- 33		2.031		0	1.998
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>334</b>	<b>22,67%</b>	<b>- 699</b>	<b>- 1,03%</b>	<b>15</b>	<b>0,03%</b>	<b>0</b>	<b>- 350</b>
Autres produits opérationnels	8		27		592		- 373	254
Autres charges opérationnelles	0		18		458		0	476
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>342</b>	<b>23,22%</b>	<b>- 690</b>	<b>- 1,02%</b>	<b>149</b>	<b>0,32%</b>	<b>- 373</b>	<b>- 572</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>277</b>	<b>18,81%</b>	<b>- 196</b>	<b>- 0,29%</b>	<b>- 388</b>	<b>- 0,84%</b>	<b>373</b>	<b>66</b>
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>619</b>	<b>42,02%</b>	<b>- 886</b>	<b>- 1,31%</b>	<b>- 239</b>	<b>- 0,51%</b>	<b>0</b>	<b>- 506</b>
<b>Charge d'impôt</b>	<b>388</b>	<b>26,34%</b>	<b>- 292</b>	<b>- 0,43%</b>	<b>- 105</b>	<b>0,23%</b>	<b>0</b>	<b>- 9</b>
<b>Résultat consolidé</b>	<b>231</b>	<b>15,68%</b>	<b>- 594</b>	<b>- 0,88%</b>	<b>- 134</b>	<b>- 0,29%</b>	<b>0</b>	<b>- 497</b>

	France	Export	Interco	Total
Chiffre d'affaires	75.327	40.107	- 1785	113.649

33.1.3 Actifs géographique au 30/06/2012

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.069	0	2.069
Immobilisations corporelles	41.611	1.700	43.311
Immeubles de placement	238	0	238
<b>Total</b>	<b>48.437</b>	<b>1.700</b>	<b>50.137</b>

GROUPE EPI

33.2. Situation au 31/12/2011

33.2.1. Actif et passif au 31/12/2011

	<b>HOLDING</b>	<b>MEUBLE</b>	<b>RDS</b>	<b>TOTAL SECTORIELS</b>	<b>Rapproche- ment</b>	<b>TOTAL CONSOLIDES</b>
<b>ACTIFS</b>						
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>						
Goodwill	88	4.431	0	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	0	1.638	578	2.216	0	2.216
Immobilisations corporelles	2.236	33.431	9.252	44.919	0	44.919
Immeubles de placement	238	0	0	238	0	238
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0		0	0	0
Autres actifs financiers	190	137	21	348	0	348
Impôts différés	1.025	0	301	1.326	- 1.009	317
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>3.777</b>	<b>39.637</b>	<b>10.152</b>	<b>53.566</b>	<b>- 1.009</b>	<b>52.557</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>						
Stocks	0	17.672	9.976	27.648	0	27.648
Clients	190	17.679	18.570	36.439	0	36.439
Autres débiteurs	3.073	2.129	1.976	7.178	0	7.178
Trésorerie & Equivalents trésorerie	27.686	2.523	2.036	32.245	0	32.245
Actifs destinés à être cédés	0	0	480	480	0	480
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>30.949</b>	<b>40.003</b>	<b>33.038</b>	<b>103.990</b>	<b>0</b>	<b>103.990</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>34.726</b>	<b>79.640</b>	<b>43.190</b>	<b>157.556</b>	<b>- 1.009</b>	<b>156.547</b>
<b>PASSIFS</b>						
<b>CAPITAUX PROPRES</b>						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	28.202	24.652	- 3.273	49.581	0	49.581
Résultat de l'exercice	2.145	175	- 377	1.943	0	1.943
Intérêts minoritaires	- 2	0	0	- 2	0	- 2
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>30.345</b>	<b>24.827</b>	<b>- 3.650</b>	<b>51.522</b>	<b>0</b>	<b>51.522</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>						
Emprunts portant intérêts	9.407	6.863	1.947	18.217	0	18.217
Provision pour pensions & avantages assimilés	0	1.408	678	2.086	0	2.086
Autres provisions	1.170	57	1.094	2.321	0	2.321
Impôts différés	868	4.514	903	6.285	- 1.009	5.276
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>11.445</b>	<b>12.842</b>	<b>4.622</b>	<b>28.909</b>	<b>- 1.009</b>	<b>27.900</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>						
Fournisseurs	496	6.060	4.629	11.185	0	11.185
Part à court terme des emprunts portant intérêts	20.155	12.704	11.777	44.636	0	44.636
Passif d'impôt exigible	0	0	0	0	0	0
Autres créditeurs	135	8.132	8.648	16.915	0	16.915
Autres provisions	184	1.039	3.166	4.389	0	4.389
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>20.970</b>	<b>27.935</b>	<b>28.220</b>	<b>77.125</b>	<b>0</b>	<b>77.125</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>	<b>62.760</b>	<b>65.604</b>	<b>29.192</b>	<b>157.556</b>	<b>- 1.009</b>	<b>156.547</b>

GROUPE EPI

33.2.2. Compte de résultat au 31/12/2011

	HOLDING		MEUBLE		RDS		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	3.516		136.095		79.745		- 5.744	213.612
Autres produits de l'activité	107		125		117		0	349
<b>Total produits</b>	<b>3.623</b>	<b>100,00%</b>	<b>136.220</b>	<b>100,00%</b>	<b>79.862</b>	<b>100,00%</b>	<b>- 5.744</b>	<b>213.961</b>
Achats consommés	0		88.885		58.220		- 2.053	145.052
Charges du personnel	0		21.864		7.065		0	28.929
Charges externes	3.235		19.625		12.638		- 4.206	31.292
Impôts et taxes	44		1.163		701		- 116	1.792
Dotations aux amortissements	231		5.035		2.056		0	7.322
Variation de stocks -prod.finis & en cours	0		685		- 1.794		0	- 1.109
Autres charges d'exploitation	90		- 317		2.262		0	2.035
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>23</b>	<b>0,63%</b>	<b>- 720</b>	<b>- 0,53%</b>	<b>- 1.286</b>	<b>- 1,61%</b>	<b>631</b>	<b>- 1.352</b>
Autres produits opérationnels	394		692		1.997		- 1.357	1.726
Autres charges opérationnelles	252		1.102		479		0	1.833
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>165</b>	<b>4,55%</b>	<b>- 1.130</b>	<b>- 0,83%</b>	<b>232</b>	<b>0,29%</b>	<b>- 726</b>	<b>- 1.459</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>737</b>	<b>20,34%</b>	<b>- 442</b>	<b>- 0,32%</b>	<b>- 946</b>	<b>- 1,18%</b>	<b>726</b>	<b>75</b>
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>902</b>	<b>24,90%</b>	<b>- 1.572</b>	<b>- 1,15%</b>	<b>- 714</b>	<b>- 0,89%</b>	<b>0</b>	<b>- 1.384</b>
<b>Charge d'impôt</b>	<b>- 1.243</b>	<b>- 34,31%</b>	<b>- 1.747</b>	<b>- 1,28%</b>	<b>- 337</b>	<b>- 0,42%</b>	<b>0</b>	<b>- 3.327</b>
<b>Résultat consolidé</b>	<b>2.145</b>	<b>59,21%</b>	<b>175</b>	<b>0,13%</b>	<b>- 377</b>	<b>- 0,47%</b>	<b>0</b>	<b>1.943</b>

	France	Export	Interco	Total
Chiffre d'affaires	126.077	93.279	- 5.744	213.612

33.2.3 Actifs géographique au 31/12/2011

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.216	0	2.216
Immobilisations corporelles	43.219	1.700	44.919
Immeubles de placement	238	0	238
<b>Total</b>	<b>50.192</b>	<b>1.700</b>	<b>51.892</b>

GROUPE EPI

33.3. Situation au 30/06/2011

Une refonte de la répartition sectorielle a été effectuée au 31/12/2011. De ce fait, la situation au 30/06/2011 a été réactualisée cette année.

33.3.1. Actif et passif au 30/06/2011

	HOLDING	MEUBLE	RDS	TOTAL SECTORIELS	Rapproche- ment	TOTAL CONSOLIDES
<b>ACTIFS</b>						
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>						
Goodwill	88	4.431	0	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	0	1.641	731	2.372	0	2.372
Immobilisations corporelles	3.069	34.491	9.552	47.112	0	47.112
Immeubles de placement	238	0	0	238	0	238
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	185	236	21	442	0	442
Impôts différés	76	0	544	620	0	620
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>3.656</b>	<b>40.799</b>	<b>10.848</b>	<b>55.303</b>	<b>0</b>	<b>55.303</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>						
Stocks	0	20.935	9.844	30.779	0	30.779
Clients	208	19.020	16.106	35.334	0	35.334
Autres débiteurs	2.684	2.576	1.801	7.061	0	7.061
Trésorerie & Equivalents trésorerie	59.385	2.780	1.732	63.897	0	63.897
Actifs destinés à être cédés	0	0	505	505	0	505
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>62.277</b>	<b>45.311</b>	<b>29.988</b>	<b>137.576</b>	<b>0</b>	<b>137.576</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>65.933</b>	<b>86.110</b>	<b>40.836</b>	<b>192.879</b>	<b>0</b>	<b>192.879</b>
<b>PASSIFS</b>						
<b>CAPITAUX PROPRES</b>						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	57.994	24.322	- 3.254	79.062	0	79.062
Résultat de l'exercice	- 48	- 196	132	- 112	0	- 112
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>57.946</b>	<b>24.126</b>	<b>- 3.122</b>	<b>78.950</b>	<b>0</b>	<b>78.950</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>						
Emprunts portant intérêts	19.092	7.769	2.207	29.068	0	29.068
Provision pour pensions & avantages assimilés	0	1.218	529	1.747	0	1.747
Autres provisions	1.170	82	1.094	2.346	0	2.346
Impôts différés	2.667	4.993	57	7.717	0	7.717
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>22.929</b>	<b>14.062</b>	<b>3.887</b>	<b>40.878</b>	<b>0</b>	<b>40.878</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>						
Fournisseurs	978	6.703	4.905	12.586	0	12.586
Part à court terme des emprunts portant intérêts	8.587	16.964	9.673	35.224	0	35.224
Passif d'impôt exigible	0	0	6	6	0	6
Autres créditeurs	2.233	11.665	7.306	21.204	0	21.204
Autres provisions	398	767	2.866	4.031	0	4.031
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>12.196</b>	<b>36.099</b>	<b>24.756</b>	<b>73.051</b>	<b>0</b>	<b>73.051</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>	<b>93.071</b>	<b>74.287</b>	<b>25.521</b>	<b>192.879</b>	<b>0</b>	<b>192.879</b>

GROUPE EPI

33.3.2. Compte de résultat au 30/06/2011

	HOLDING		MEUBLE		RDS		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	828		64.987		37.655		- 2.177	101.293
Autres produits de l'activité	370		67		44		- 231	250
<b>Total produits</b>	<b>1.198</b>	<b>100,00%</b>	<b>65.054</b>	<b>100,00%</b>	<b>37.699</b>	<b>100,00%</b>	<b>- 2.408</b>	<b>101.543</b>
Achats consommés	0		42.469		28.206		- 1.035	69.640
Charges du personnel	0		10.618		3.296		0	13.914
Charges externes	1.429		9.540		5.822		- 1.370	15.421
Impôts et taxes	- 97		552		406		- 3	858
Dotations aux amortissements	124		2.486		1.061		0	3.671
Variation de stocks -prod.finis & en cours	0		- 621		- 1.998		0	- 2.619
Autres charges d'exploitation	0		- 51		1.068		0	1.017
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>- 258</b>	<b>- 21,54%</b>	<b>61</b>	<b>0,09%</b>	<b>- 162</b>	<b>- 0,43%</b>	<b>0</b>	<b>- 359</b>
Autres produits opérationnels	0		40		733		-366	407
Autres charges opérationnelles	8		474		67		0	549
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>- 266</b>	<b>- 22,20%</b>	<b>- 373</b>	<b>- 0,57%</b>	<b>504</b>	<b>1,34%</b>	<b>-366</b>	<b>- 501</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>338</b>	<b>28,21%</b>	<b>- 193</b>	<b>- 0,30%</b>	<b>- 346</b>	<b>- 0,92%</b>	<b>366</b>	<b>165</b>
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>72</b>	<b>6,01%</b>	<b>- 566</b>	<b>- 0,87%</b>	<b>158</b>	<b>0,42%</b>	<b>0</b>	<b>- 336</b>
Charge d'impôt	120	10,02%	- 370	- 0,57%	26	0,07%	0	- 224
<b>Résultat consolidé</b>	<b>- 48</b>	<b>- 4,01%</b>	<b>- 196</b>	<b>- 0,30%</b>	<b>132</b>	<b>0,35%</b>	<b>0</b>	<b>- 112</b>

	France	Export	Interco	Total
Chiffre d'affaires	58.304	45.166	- 2.177	101.293

33.3.3 Actifs géographique au 30/06/2011

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.372	0	2.372
Immobilisations corporelles	45.412	1.700	47.112
Immeubles de placement	238	0	238
<b>Total</b>	<b>52.541</b>	<b>1.700</b>	<b>54.241</b>

## **Note 34 – Analyse des risques**

### **34.1. Degré d'exposition des sociétés du Groupe aux risques du marché**

Les différentes entreprises du Groupe sont exposées dans des conditions différentes aux risques du marché.

**EPI FLOORING**, pour son activité revêtement de sol, est exposée à une grande diversité de risques :

- La part relative élevée de certains clients rend vulnérable l'entreprise en cas de départ de l'un deux, tant en France qu'à l'exportation.
- L'offre des fournisseurs de panneau : regroupement, procédure d'insolvabilité pour un ancien, augmentation des prix, rend EPI dépendante. Les prix de la matière se maintiennent à un niveau très élevé depuis le second semestre 2010. 2012 restera à ces niveaux élevés.
- La quasi impossibilité d'augmenter les prix de vente aux clients est liée, aux surcapacités de production et surtout à la concurrence des fournisseurs de panneau qui ont intégré la production du revêtement de sol.
- L'importance prise par les nouveaux concurrents étrangers : Asie, Turquie, ..., renforce également la pression sur les prix.
- Les marchés nord-américains sont traités en dollar US et l'évolution des cours de l'euro et du dollar a des incidences sur les marges nettes des opérations traitées sur ces marchés.
- La filiale russe, EPI VOSTOK tient sa comptabilité en rouble et l'incidence des cours de l'euro ou du dollar par rapport au rouble peut avoir des conséquences financières importantes dans les comptes d'EPI FLOORING qui livre des produits haut de gamme à sa filiale russe.
- Le site de Marlenheim est largement surcapacitaire.
- De nouveaux produits à base de plastique (LVT) apparaissent sur le marché et en cannibalisent une partie, principalement les surfaces nécessitant des traitements contre l'humidité.
- L'entreprise a signé fin 2009 un nouveau contrat de licence pour l'assemblage du petit coté, ce qui augmente ses coûts de revient mais peut aussi conduire à remettre en cause d'autres accords de licence.

**SELFLOOR**, produisait et vendait du revêtement de sol stratifié :

Le transfert de son activité industrielle au sein de la société EPI à Marlenheim est réalisé depuis début 2010. Un montant de 480 K€ avait été transféré des immobilisations vers le poste 'actifs destinés à être cédés' (valeur nette au 31/12/2011). Il s'agissait de la cession potentielle des immeubles, pour lesquels une promesse de vente avait été signée le 22/11/2011, mais les acheteurs potentiels n'ont pas donné suite. L'avenir de ces locaux peut devenir un problème à traiter. Les bâtiments ont été intégralement dépréciés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012.

**EPI VOSTOK**, produit et vend du revêtement de sol stratifié :

- Depuis la fin de l'exercice 2009, EPI VOSTOK vend des produits fabriqués en Russie dans son usine et aussi des produits importés de France.
- La montée en puissance de l'activité a toujours été freinée par le manque de matière ou les prix trop élevés de la matière disponible.
- L'entreprise ne produit qu'à 25% de sa capacité.
- Différentes solutions sont à l'étude pour traiter l'avenir de cette entreprise qui n'arrive pas à décoller.

**ALSAPAN** fabricant de meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou finish foil :

- Est très dépendante de son principal client. Cette situation n'est pas nouvelle. ALSAPAN dispose d'une force commerciale et d'un bureau d'études dimensionné à ses besoins actuels. Elle n'a pas les moyens de conquérir, très rapidement, de nombreux nouveaux clients.
- Comme EPI FLOORING, ALSAPAN est très dépendante des fournisseurs de matières premières. La mise en route d'une nouvelle usine en France de panneau nouvelle génération a permis de stabiliser les prix, certes à un niveau élevé mais moins volatile qu'il ne pouvait l'être en 2011. Depuis 2010 un major international a cédé une usine de production de panneaux à une filiale du principal client d'ALSAPAN, ainsi le groupe auquel appartient ce client est devenu le premier fournisseur de matière première de l'un de ses propres fournisseurs. La marge sur matière est difficilement négociable dans ces conditions.
- Pour ses marchés actuels, ALSAPAN traite quasi exclusivement en euro.
- Les commandes pour les plans de travail dans l'unité de Wasselonne n'atteignent toujours pas le niveau escompté, la pénétration du marché de la GSB se révèle plus difficile que prévu.
- La distribution du meuble en France est encore en évolution et ce n'est pas sans conséquence potentielle sur l'avenir des fournisseurs comme EPI
- Les taux de croissance des différents marchés du meuble en kit semblent se tasser.
- Quasiment toutes les capacités des sites de production ont de la réserve à exploiter, mais les deux sites hors-Alsace restent nettement surcapacitaires.



**DGS** conception et commercialisation de meubles en kit produits principalement en Asie :

DGS a des difficultés à exercer son métier de sourcing car les grandes centrales d'achat ont, à présent intégré cette fonction. Le modèle DGS a subi toutes les conséquences de la crise et se trouve aussi concurrencé par des officines qui ont établi des bases logistiques fortes en Asie.

Difficultés rencontrées : les principales difficultés rencontrées par les entreprises du Groupe sont liées à la volatilité de la clientèle et au manque de prévisions fiables quant à ses besoins. Les marchés adressés par les différentes unités du Groupe sont matures et les évolutions se font à la marge. Chaque entité du Groupe a la possibilité de construire une offre attrayante et de se démarquer de ses compétiteurs mais chaque entité est en train de passer d'une culture : volume / prix à un concept niche/créativité/service. La contraction économique actuelle ne favorise pas le développement de ce concept et la pratique historique est très difficile à faire évoluer. Par ailleurs la tendance de la distribution est de faire porter sur le fournisseur la gestion de ses rayons. La part traitée à l'exportation a tendance à diminuer en valeur relative et le groupe n'a pas encore de modèle stabilisé pour conquérir efficacement ses marchés à l'exportation.

La gestion des filiales étrangères demeure très difficile, elle n'est pas construite sur un modèle éprouvé.

#### 34.2. Risques propres au Groupe et à son organisation

Le Groupe a connu des départs (au niveau de l'encadrement administratif et financier et au niveau commercial) qui ne sont pas encore remplacés de manière opérationnelle. Des recrutements sont en cours.

Le décès de M Jean Jacques STRUB en avril 2010 continue à avoir des conséquences importantes.

#### 34.3. Risques relatifs au secteur d'activité du Groupe

Le secteur du revêtement de sol et celui de la fabrication de meubles sont parvenus à maturité. La crise économique est ressentie depuis le dernier trimestre 2008 par ces deux secteurs d'activité. La concurrence sur tous les marchés est plus forte et le Groupe doit faire face à une mondialisation des acteurs. Un nouveau modèle économique s'impose, l'intégration verticale. Ainsi certains concurrents sont aussi des producteurs de panneaux ce qui leur octroie une plus grande maîtrise des approvisionnements et de leurs coûts de production, ce qui n'est pas le cas du groupe EPI, d'autant que la tendance est à la concentration des producteurs de panneaux. Ce modèle se confirme par l'entrée en jeu d'un client majeur de l'entreprise qui devient fournisseur de matière première consommée par le groupe.

La maîtrise des approvisionnements reste une condition sine qua non de la compétitivité du Groupe et de ses activités. Les prix de la matière première sont stabilisés à un niveau très élevé. Les coûts de production augmentent aussi et les clients ont fini par accepter des augmentations limitées mais les surcapacités de production par rapport à la demande menacent l'équilibre actuel.

Les marchés à l'export ont pâti de la parité euro/dollar et la variation des cours des devises impacte nécessairement le résultat.

L'environnement concurrentiel très fort conduit le Groupe à investir dans des axes de recherche et de nouveaux produits en permanence. Le produit « finish foil » perce difficilement dans une économie peu active. EPI VOSTOK est un investissement qui nécessite de qualifier en permanence les matières premières d'origine locale. L'usine de VOSTOK est très dépendante des fournisseurs locaux pour ses approvisionnements en matière première. Dans ce contexte défavorable, les résultats ne sont pas au niveau attendu.

Le Groupe reste sensible à toute innovation et prend toute mesure pour rester à la pointe dans ses secteurs d'activités. Il tente de rechercher en permanence des gains de productivité tout en se préoccupant des problèmes de santé liés aux produits mais aussi à la production de ces mêmes produits. Toutefois ces derniers mois, il n'a pas mis sur le marché de nouveautés lui garantissant une avance sur ses concurrents.

Les normes environnementales de plus en plus draconiennes imposent au Groupe une veille de tous les instants. Ces normes, en adéquation avec les préoccupations légitimes tant des populations que des clients et de tout le personnel du Groupe, présentent trois risques principaux :

## GROUPE EPI

- Un facteur de déséquilibre concurrentiel avec les producteurs d'autres régions du monde, causé par l'impact économique de ces normes.
- Les activités du Groupe sont exercées dans des établissements classés soumis à autorisation préalable. Or la tendance forte au renforcement des normes environnementales d'année en année ne permet pas d'avoir de certitude sur l'obtention des autorisations indispensables.
- Les associations de consommateurs ont en point de mire les C.O.V et formaldéhydes qui sont en partie liés à certaines matières premières utilisées par le groupe.

Afin de prévenir tout risque environnemental le Groupe a mis en place une politique de suivi et de prévention de ce risque et procède régulièrement à la mise aux normes de ses installations. Les investissements correspondants sont engagés. Ces derniers sont inclus dans les coûts de maintenance, c'est un budget annuel qui ne cesse d'augmenter.

Le Groupe met en œuvre ses moyens et ses ressources pour respecter les conditions d'exploitation qui lui sont prescrites par les différents organismes de contrôle.

Les risques technologiques liés à l'activité sont faibles. Les installations de Marlenheim, Erstein et Boulay sont sprinklées. Pour la plupart des sites, un système agréé de détection et d'extinction des étincelles a été mis en place. Une partie des locaux de stockage de La Courtine a été déclarée inutilisable pour des raisons de sécurité vis-à-vis du voisinage ; cela est sans conséquence sur la production mais réduit les surfaces de stockage.

Le Groupe a souscrit les assurances nécessaires à la couverture de sa responsabilité civile vis à vis des biens et des personnes du fait de ses activités et de l'exploitation de ses installations. Ces polices d'assurances couvrent aussi les risques environnementaux. Des polices d'assurance multirisques couvrent ses installations et ses sites.

Le montant des primes d'assurances versées en 2011 a été de 705 K€. Cela concerne principalement l'assurance multirisques (501 K€), l'assurance clients (116 K€) ainsi que la responsabilité civile (36 K€). Il devrait pouvoir être maintenu à ce niveau en 2012.

Le montant des capitaux assurés se décomposait comme suit :

-Responsabilité Civile :

Exploitation 8.000 K€.

Pollution accidentelle 1.500 K€ par sinistre et par an.

-Multirisques dommages aux biens :

Dommages matériels (bâtiments, matériels, marchandises) 248.759 K€.

Pertes d'exploitation (marge brute) 59.400 K€.

### 34.4. Risques financiers

#### 34.4.1. Risque de liquidité

Des facilités de caisse sont négociées annuellement avec les partenaires bancaires au sein de chaque entité du Groupe.

Le Groupe EPI est principalement financé par l'emprunt obligataire de la maison mère, des emprunts bancaires classiques et des locations financements contractés au niveau de chacune de ses filiales opérationnelles.

Les quatre premières échéances annuelles de l'emprunt obligataire d'une durée de cinq ans ont été honorées sans difficultés.

La répartition globale des emprunts bancaires par taux est la suivante : Voir Notes 16

Au 30/06/2012, la trésorerie du Groupe s'élève à 20.297K€ contre 32.245 K€ au 31/12/2011. La société dispose également de valeurs mobilières de placement (classées en autres actifs financiers selon IAS 7 et décrites dans la Note 9) pour un montant de 20 K€ et a mobilisé son compte client qui s'élève à 38.243 K€ au 30 juin 2012, à concurrence de 24 M€ au travers d'une ligne de crédit revolving confirmée de 20 Millions d'Euros. Le Groupe EPI a mis en œuvre une gestion centralisée des comptes de trésorerie de l'ensemble de ses filiales. Au regard des soldes journaliers de chacune des entités, le Groupe décide

## GROUPE EPI

de la souscription de sicav, de la mise en place d'autorisations de découvert ou finalement de virements de trésorerie de la maison-mère par le biais de compte-courants.

Au 30/06/2012, la trésorerie du Groupe se répartit de la manière suivante entre les principales filiales:

- EPI Holding : 8.098 K€
- EPI Flooring : 9.771 K€
- Alsapan: 1.992 K€
- Autres : 436 K€

Il existait cependant un risque potentiel de liquidité en cas de non-respect de covenants (cf. Note 32.1). La société considère ne pas être en risque de liquidité à ce titre, compte tenu de l'accord des banques de ne pas demander le remboursement anticipé du crédit revolving et ce, malgré un ratio d'endettement net / EBITDA en dépassement à la clôture. Il en est de même pour l'emprunt obligataire, soumis aux mêmes ratios, l'assemblée des porteurs d'obligations ne s'étant pas réunie.

### 34.4.2. Risque actions

Les risques sur actions concernent les valeurs mobilières de placement dont le détail figure dans la Note 9 'Autres actifs financiers' & Note 14 'trésorerie et équivalents de trésorerie'.

Le risque concerne des SICAV classées dans ce poste selon les critères de l'IAS7. Il s'agit plus d'un risque sur la valeur, que sur la liquidité, celle-ci étant généralement limitée à une semaine.

Le risque concerne pour une autre partie des contrats de capitalisation qui répondent aux quatre critères de l'IAS7. Il s'agit d'un risque sur la valeur, le porteur des contrats est coté AA chez Standard & Poor's et Aa3 chez Moody's.

Les SICAV monétaires ne présentent aucun risque de liquidité.

### 34.4.3. Risque de taux : Cf. Note 16.

### 34.4.4. Risque de change : Cf. Note 22.

### 34.5. Risques juridiques

EPI Flooring est titulaire d'une licence qui lui permet de bénéficier du droit de fabrication et commercialisation de produits de revêtements de sol utilisant certains brevets et procédés d'assemblage dits "sans-colle". EPI Flooring a, à travers un de ses conseils, demandé à l'entreprise qui lui a accordé cette licence de lui confirmer la non utilisation d'un brevet. EPI Flooring comme son donneur de licence ont saisi les tribunaux pour leur demander de trancher cette question. En attendant et depuis la facturation du 4e trimestre 2011 EPI Flooring a décidé d'attendre les résultats de ces procédures avant de payer des redevances. Rappelons que la redevance était fixe pour tout marché et tout volume vendu sans plafond ni seuil. Elle pouvait représenter plus de 5% du prix de vente EXW du produit. Les redevances étaient payées trimestriellement après déclaration des m<sup>2</sup> vendus. Ce donneur de licence a également des revendications pour le marché russe qui sont contestées par EPI Flooring. Le montant des redevances dues n'est pas communicable pour des raisons d'obligation de confidentialité et pour des raisons évidentes de secret des affaires et de concurrence.

EPI Flooring a obtenu une licence d'une autre entreprise pour pouvoir équiper le petit côté d'une partie de ses lames, d'un jonc qui facilite la pose. EPI Flooring travaille au développement d'un nouveau système qui devrait présenter des avantages réels pour le client.

Un conflit de voisinage opposant EPI FLOORING à un particulier sur le site de Marlenheim est pendant devant les tribunaux. Ce voisin se plaint de nuisances acoustiques, le tribunal a ordonné une expertise judiciaire. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

## GROUPE EPI

Un conflit de voisinage opposant EPI SA venant aux droits d'ALSAPAN, à un couple de particuliers sur le site de Dinsheim est pendant devant les tribunaux. Ces voisins se plaignent de nuisances diverses. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un litige opposant EPI FLOORING à une société de recyclage de poussière de bois (NACOSPAN) est pendant devant les tribunaux belges. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un litige pendant devant le tribunal de commerce de Versailles oppose un dirigeant de SERIBO à EPI SA: La société SERIBO a cédé le 24 février 2004 la société Alsapan à Alsafinances. Alsapan et Alsafinances ont par la suite été absorbées par EPI.

Un membre du conseil de surveillance de SERIBO a demandé la nullité de la cession de la société Alsapan et exigé des anciens dirigeants de SERIBO et d'Alsapan (aujourd'hui EPI) le versement de dommages et intérêts. La demande de dommages et intérêts s'est élevée à 6.985 K€.

EPI SA considère qu'il est peu probable que la nullité de la cession d'Alsapan soit prononcée. De même, le risque qu'EPI SA soit condamnée à verser des dommages et intérêts à ce titre est qualifié de faible.

Ce litige n'a pas fait l'objet d'une provision.

A la connaissance de la société, il n'existe pas, sur une période couvrant les douze derniers mois, d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourraient avoir ou auraient eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Les principaux risques provisionnés sont les suivants:

- Le litige opposant EPI FLOORING à un voisin à Marlenheim, évoqué ci-dessus, a fait l'objet d'une provision pour un montant de 1.094K€.
- Un autre litige opposant EPI HOLDING venant aux droits d'ALSAPAN, à un couple de riverains de Dinsheim sur Bruche a été provisionné pour 1.170 K€. Au travers d'une « association de défense » Mr et Mme WABARTHA font valoir un préjudice personnel et sollicitent 500 K€ de dommages et intérêts par époux.
- Un litige oppose une société de recyclage belge à EPI FLOORING devant le tribunal de Courtrai pour un différend concernant la fourniture de poussière de bois provisionné pour 1.350 K€.

### 34.6. Risques d'approvisionnement

Les matières premières, utilisées par les différentes entités du Groupe, sont commercialisées par plusieurs fournisseurs dont le nombre se réduit et dont un site est aussi une filiale d'un client du Groupe. Les panneaux peuvent être approvisionnés qu'auprès d'une dizaine de fabricants européens (au grand maximum). Il n'est pas exclu que des regroupements se poursuivent dans ce secteur d'activité. Le Groupe est dépendant des fournisseurs extérieurs pour ses approvisionnements en panneaux. Les évolutions des prix à la hausse qui peuvent se faire avec un préavis très court sont très difficilement répercutables dans des délais aussi courts sur les prix de vente.

L'activité revêtement de sol subit les conséquences des surcapacités de production du secteur, ainsi que la concurrence sévère des producteurs de panneaux qui ont tous, à présent, des unités de production de revêtement de sol stratifié. Ceux-ci bénéficient par conséquent d'une économie de frais de transports, du fait de la suppression d'un intermédiaire dans la chaîne de distribution. Le coût des transports est un facteur qui rend de moins en moins compétitifs les fabricants non intégrés. Une voie existe néanmoins pour les producteurs dynamiques, créatifs en mesure d'apporter un niveau de service adapté. EPI VOSTOK a clairement des problèmes liés à la disponibilité de ses matières premières et l'usine peut être arrêtée pour manque de matières. Elle fonctionne partiellement en une, voire deux équipes, alors qu'elle a été construite pour en employer trois. Le prix de la matière est renégociable tous les mois.

Les décors en papier mélaminé peuvent être fournis par seulement cinq fournisseurs différents. Certains de ces fournisseurs possèdent des décors exclusifs. Le Groupe travaille principalement avec quatre fournisseurs. Le Groupe est totalement dépendant des fournisseurs extérieurs pour les approvisionnements de ce composant. Les évolutions des prix à la hausse sont difficilement répercutables dans des délais courts sur les prix de vente.

## GROUPE EPI

Dans le domaine du panneau mélaminé la contractualisation est peu pratiquée. Par usage, les fournisseurs répercutent les évolutions des prix de leurs matières premières sur le prix de leurs produits. Les cours du bois ont une influence sur les prix ; la consommation de bois pour le chauffage en Europe, conduit à des évolutions chaotiques. Les cours du pétrole et du dollar impactent directement les prix des panneaux, de la mélamine et des papiers décors.

Une augmentation de 1% du prix des matières premières consommées par le Groupe réduirait la marge opérationnelle de 0,5% (0,3% pour les panneaux et de 0,2% pour les autres matières premières). De même une baisse des prix conduirait à une hausse de la marge dans les mêmes proportions sauf si les concurrents répercutent directement ces baisses.

### 34.7. Risques clients/distributeurs

La distribution a fortement évolué ces dernières années et les entreprises du Groupe ont comme client des groupes de plus en plus puissants et concentrés. Les différentes entités du Groupe ont des clients majeurs qui prennent de plus en plus d'importance, ce qui au regard du marché n'est pas anormal en soi.

Le risque au niveau d'ALSAPAN est le client le plus important qui a représenté 53% de son chiffre d'affaires à fin juin 2012. La fidélité et la qualité relationnelle et commerciale entretenue entre ALSAPAN et ce client peut placer ALSAPAN dans une situation de dépendance au regard de la part de chiffre d'affaires réalisé avec celui-ci. Cette situation n'est cependant pas nouvelle. La nouveauté est que ce client a une filiale qui est devenue le principal fournisseur de panneaux.

EPI FLOORING est de plus en plus exposé à ce même type de risque du fait de la croissance de la part de marché de son principal client qui concourt à 57 % de son CA. Cette situation est relativement nouvelle car auparavant ce client n'atteignait pas 50 %.

En tout état de cause, et compte tenu de la structure des marchés et des réseaux de vente, essentiellement tenus par les distributeurs, notamment en France, la perte d'un des principaux clients de chaque entité du Groupe pourrait avoir des conséquences fortement préjudiciables.

### 34.8. Actifs dépréciés

- Les stocks sont dépréciés à hauteur de 1.076 K€ (cf. Note 11)
- Les clients sont dépréciés à hauteur de 678 K€ (cf. Note 12)
- Des actifs financiers (PHOENIX) pour 1.992 K€ sont dépréciés à quasi 100% (cf. Note 9).
- Les actifs immobilisés de la filiale Russe EPI VOSTOK ont été dépréciés de 1.302 K€ afin de tenir compte de la valeur de marché (cf. Note 8).

Concernant la gestion du risque client, le groupe a souscrit un contrat d'assurance crédit. La couverture lorsqu'elle est mise en place, doit permettre de faire face à environ trois mois de chiffre d'affaires ainsi que le portefeuille de commandes du client. L'analyse est faite au cas par cas par le crédit manager puis validée par la direction commerciale.

Il n'y a pas d'autres catégories d'actifs dépréciés (cf. Note 8 relative aux tests de valeur des actifs).

## **Note 35 – Ventilation des instruments financiers**

### 35.1. Actifs et Passifs financiers

Selon IFRS 7 § 8 les actifs et passifs financiers doivent être présentés par catégorie :

- Actifs à la juste valeur par résultat
  - Placements détenus jusqu'à l'échéance
  - Prêts et créances
  - Actifs disponibles à la vente
- Passifs à la juste valeur par résultat
- Passifs au coût amorti

En voici la synthèse :

Postes du bilan	Valeur au bilan	Juste valeur	Placements détenus jusqu'à l'échéance	Actifs & Passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts Créances & Dettes	Passifs au coût amorti
Autres titres immobilisés	4	4			4		
Prêts	41	41				41	
Fonds de garantie, dépôts & cautionnement	274	274				274	
Créances / participations non consolidées	9	9				9	
Valeurs mobilières de placement classées en autres actifs financiers	20	20		0		20	
Créances clients	38.243	38.243				38.243	
Fournisseurs acomptes versés	158	158				158	
Fournisseurs avoirs à recevoir	439	439				439	
Personnel & comptes rattachés	37	37				37	
Débiteurs divers	55	55				55	
Sicav monétaires	17.109	17.109		17.109			
Trésorerie	3.188	3.188		3.188			
<b>Total des instruments financiers à l'Actif</b>	<b>59.577</b>	<b>59.577</b>	<b>0</b>	<b>20.297</b>	<b>4</b>	<b>39.276</b>	<b>0</b>
Emprunts portant intérêts inscrit en passifs non courants	8.821	8.821		737			8.084
Part à court terme des emprunts portants intérêts	31.772	31.772		718			31.054
Dettes fournisseurs d'exploitation	16.328	16.328				16.328	
Clients acomptes versés	385	385				385	
Dettes fiscales & sociales	10.477	10.477				10.477	
Dettes fournisseurs d'immobilisation	314	314				314	
Clients avoirs à établir	9.924	9.924				9.924	
<b>Total des instruments financiers au Passif</b>	<b>78.021</b>	<b>78.021</b>	<b>0</b>	<b>1.455</b>	<b>0</b>	<b>37.428</b>	<b>39.138</b>

Les actifs financiers en juste valeur par le résultat sont désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à l'IAS39.

### 35.2. Compte de résultat

Selon IFRS 7 § 20 doivent être mentionnés les profits et pertes sur :

- Les actifs et passifs à la juste valeur par résultat
- Les placements détenus jusqu'à l'échéance
- les prêts et créances
- Les passifs financiers au coût amorti
- Les actifs disponibles à la vente

En voici la synthèse :

Contrepartie	Produits de trésorerie & équivalents trésorerie			Coût de l'endettement brut		
	Produits de cession de VMP	Autres intérêts & produits assimilés	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Charges d'instruments de couverture de taux	Intérêts des dettes au coût amorti
Dépôts à terme		464				
Autres Créances		78				
Sicav monétaires	18		0			
Trésorerie					134	
Emprunts portant intérêts inscrits en passifs non courants				137		- 934
Part à court terme des emprunts portants intérêts				38		
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>542</b>	<b>0</b>	<b>175</b>	<b>134</b>	<b>- 934</b>

### Note 36 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement significatif risquant de modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30/06/2012 et la date du Directoire ayant arrêté ces comptes le 24/09/2012.

## **IV. Rapport des commissaires aux comptes<sup>1</sup>**

### **Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012**

**Mesdames et Messieurs les actionnaires,**

**En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos  
Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2  
III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :**

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société ESPACE PRODUCTION INTERNATIONAL S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

---

<sup>1</sup> Article 222-4 I 4° RG AMF : « Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes précités. Lorsque les dispositions légales qui sont applicables à l'émetteur n'exigent pas que les comptes semestriels fassent l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux ou statutaires, l'émetteur le mentionne dans son rapport. »



Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 2.3.4. « Nouvelles normes et interprétations » de l'annexe relative à l'incidence des nouvelles normes d'application obligatoire.
- Les notes 2.3 et 34 sur la situation de EPI Vostok, ainsi que les notes 8.2 et 5 « Suivi de la valeur des immobilisations » et « Immobilisations corporelles » relatives à la valeur nette comptable des immobilisations corporelles détenus par la filiale russe EPI Vostok qui s'élève à 1 700 K€.

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

*Fait à Courbevoie et Schiltigheim, le 29 septembre 2012*

*Les Commissaires aux Comptes*

**KPMG**

\_\_\_\_\_  
Denis TRAUTMANN

**MAZARS**

\_\_\_\_\_  
Jean-Brice de TURCKHEIM